

RÉPONSE À :

« LE COMMUNISME SIGNIFIE L'ÉLIMINATION DE LA LOI DE LA VALEUR ET DU CADRE DE L'ENTREPRISE »

Éric VILAIN

Un camarade de Besançon m'a transmis en janvier 2010 une correspondance qui a eu lieu entre un copain à lui, Thierry B. et le Courant conseilliste international (CCI) qui publie la *Revue internationale*. Cette revue a publié en 2006 un texte, « Le communisme signifie l'élimination de la loi de la valeur et du cadre de l'entreprise », qui est une réponse aux interrogations de Thierry B. Tout ça n'est pas récent mais diverses occupations m'ont empêché de me pencher plus tôt sur la question.

« Si tu as le temps de te prendre un peu la tête, peux-tu regarder ce texte, voire répondre ? », me demande le camarade de Besançon.

J'ai répondu à la demande parce que, au-delà de la correspondance entre Thierry B. et le CCI, des questions sont soulevées qui peuvent intéresser l'ensemble du mouvement libertaire¹. On constate en effet depuis quelques années des manœuvres de rapprochement entre le CCI et certains anarchistes, notamment avec la CNT-AIT. Le fait que des groupes révolutionnaires se rapprochent, ou au moins débattent est une bonne chose, pourtant mes nombreuses années de militantisme dans le mouvement ouvrier m'ont appris que ceux qui prennent ces initiatives sont rarement dénués d'arrière-pensées. Je ne doute pas que la CNT-AIT soit parfaitement capable de faire face à ce genre de situation.

Ce rapprochement suscite des réactions vigoureuses dans les milieux conseillistes, si on en juge par une lettre ouverte du *Bulletin communiste international* : « L'élan du CCI actuel vers la CNT-AIT aboutit à l'abandon de sa plateforme politique et à la "révision" du marxisme »².

« Nous sommes consternés par le processus de rapprochement accéléré vers l'anarchisme qu'a entamé le CCI », dit encore le texte, qui parle de « pente mortelle ». Pour bien comprendre que l'affaire est sérieuse, il faut se reporter à un autre article intitulé « Le CCI et sa nouvelle politique de

¹ Cf. « Le communisme signifie l'élimination de la loi de la valeur et du cadre de l'entreprise », Publié par *Revue Internationale* le 12 juillet 2006.

<http://fr.internationalism.org/rint126/voronezh.html>

² http://fractioncommuniste.org/fra/bci03/bci03_10.php

fraternisation avec l'anarchisme. – S'acoquiner avec l'anarchisme, c'est trahir le prolétariat ». Rien que ça. « Écœurement, nausée, voilà ce que nous avons éprouvé dans un premier temps en prenant connaissance des dernières innovations du CCI opportuniste concernant l'anarchisme³. » Et que j'en rajoute : « Écœurement, nausée, mais aussi maintenant colère et rage ! »

On comprend que le *Bulletin communiste international* soit en colère : le 15 avril 2010 le CCI participa à une réunion commune avec la CNT-AIT. En outre, le CCI « n'avait-il pas diffusé un tract commun avec deux groupes ouvertement anarchistes au Mexique ? » Et en Russie. Et en Espagne...

On verra que les réflexions qui suivent ne consistent pas à réhabiliter le CCI auprès du *Bulletin communiste international*⁴.

Le thème de l'« abolition de la valeur » chez Marx

La question de l'« abolition de la loi de la valeur » à laquelle semblent tenir nos camarades conseillistes mérite d'être examinée de près, comme mériterait d'être examinée la notion de « matérialisme historique », que Marx ne mentionne *jamais*, ou celle de « dictature du prolétariat », que Marx ne mentionne que 3 ou 4 fois, en passant, sans en faire tout un fromage, et surtout sans jamais en faire une exigence programmatique.

Voyons donc ce qu'il en est de l'« abolition de la loi de la valeur », expression fort mal venue, d'ailleurs. En effet, si on est dans un registre scientifique (à prétention scientifique, dans le cas qui nous occupe), une « loi » ne s'« abolit » pas, ne peut pas être « supprimée ». Elle peut tout au plus être *dépassée*, parce qu'une nouvelle loi plus pertinente est venue la remplacer. Il ne s'agit donc plus de « supprimer la loi de la valeur », il s'agit soit de la remplacer par autre chose, soit de supprimer le cadre économique, technique, social, etc. qui fait qu'un objet puisse avoir une « valeur ». La notion de « loi de la valeur » n'est qu'une hypothèse de travail, et sa « suppression » une simple conjecture.

La *loi de la valeur*, pour Marx, indique que la valeur d'échange d'une marchandise est déterminée par le temps de travail *socialement nécessaire* à sa production. Ainsi, plus la production d'une marchandise demande de temps, plus cette marchandise aura une valeur importante. Par « temps de travail socialement nécessaire », il faut entendre, en gros, le temps *moyen* statistiquement nécessaire.

L'abolition de la loi de la valeur est réputée être la conséquence de l'instauration d'une société communiste : or Marx est extrêmement discret à

³ http://www.fractioncommuniste.org/fra/bci02/bci02_2.php

⁴ Pour l'anecdote, lors des travaux préparatoires aux rencontres de Saint-Imier, qui eurent lieu en août 2012, les organisateurs avaient reçu une demande du CCI pour avoir une table de presse. Certains camarades parmi les organisateurs n'y voyaient pas d'inconvénient. Il a fallu un débat un peu vigoureux pour écarter totalement cette éventualité, qui équivalait à accepter parmi nous un groupe qui, à La Haye, aurait voté des deux mains l'exclusion de Bakounine, James Guillaume et de la Fédération jurassienne.

la fois sur la description de cette dernière, et sur la notion même d'« abolition de la loi de la valeur ». Il n'y a guère que deux textes dans lesquels il effleure le sujet : le début du Livre I^{er} du *Capital*, et la *Critique du programme de Gotha*. Le problème, c'est que Marx ne parle jamais explicitement de l'abolition de la valeur.

Ce sont donc ses commentateurs qui, examinant quelque passage de Marx, concluent en quelque sorte : « En disant cela, Marx veut dire que la valeur est abolie. » On a donc souvent droit à de longs développements, avec citations à la clé, dans lesquels on nous explique ce que Marx a voulu dire, et on nous explique que cela prouve que Marx parlait effectivement d'« abolition de la valeur ».

Mais lorsque Marx parle du passage à la société communiste (il en parle très rarement) il n'en parle jamais en termes d'abolition de la valeur. De toute évidence, cette problématique, comme celle de la « dictature du prolétariat », n'est pas au centre de ses préoccupations.

L'abolition de la loi de la valeur représenterait donc, selon la doctrine marxiste en général et le CCI en particulier, l'aboutissement du processus qui conduit au communisme, au communisme achevé, autrement dit ce qui surviendrait à la fin de la « période de transition ». Il me semblerait cependant plus intéressant de comprendre pourquoi ce concept (comme celui de dictature du prolétariat, d'ailleurs) a pris une telle importance chez les marxistes *après* Marx.

Un des rares passages où Marx aborde explicitement la société communiste se trouve dans le tout début du *Capital*, dans le chapitre 1^{er} du Livre I consacré à la marchandise. Ce passage est souvent désigné comme la « preuve » que Marx parlait d'abolition de la valeur, bien que l'expression n'y est pas évoquée.

Voici le passage :

« Représentons-nous enfin une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social. (...) Le produit total des travailleurs unis est un produit *social*. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée, et, par conséquent, doit se répartir entre tous. Le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique des travailleurs. Supposons, rien que pour faire un parallèle avec la production marchande, que la part accordée à chaque travailleur soit en raison de son *temps de travail*, le temps de travail jouerait ainsi un double rôle. D'un côté, sa distribution dans la société règle le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins ; de l'autre, il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun, et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun

réservée à la consommation. Les rapports sociaux des hommes dans leurs travaux et avec les objets utiles qui en proviennent restent ici simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution ⁵. »

Examinons cela de plus près.

Marx ne décrit pas du tout une société d'où la loi de la valeur aurait disparu, il ne fait qu'exposer les grandes lignes de l'administration publique et de la répartition des postes budgétaires. Le passage le plus intéressant est celui-ci :

« Le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique des travailleurs. »

Les choses sont dites de manière *excessivement* vagues, et je pense que c'est délibéré. Dans toute société, qu'elle soit capitaliste ou communiste, il y a deux problèmes à résoudre : Comment définit-on les besoins de la population ? et : Comment organise-t-on les ressources pour satisfaire ces besoins. Dans la société capitaliste, c'est le marché et la libre entreprise qui sont censées résoudre ces questions. Dans le communisme d'Etat, c'est l'Etat. On aurait pu espérer que dans la société réunissant des « hommes libres » travaillant avec des « moyens de production communs » Marx nous donnerait quelques précisions sur la manière dont ces deux questions seraient résolues. Pas du tout. On sait seulement que ces « hommes libres » travaillent « d'après un plan concerté » et que le mode de répartition du surproduit social dépendra de « l'organisme producteur de la société » et du « degré de développement historique des travailleurs ». Il est significatif que Marx ne parle pas d'État.

Nous avons donc une « réunion d'hommes libres » qui travaillent avec des « moyens de production communs » et qui dépensent d'après un « plan concerté » leurs forces individuelles « comme une seule et même force de travail social ». Tout cela ressemble beaucoup à du Proudhon :

« Chez Proudhon, la société n'est plus une somme d'individualités, mais un concert de groupes sociaux interdépendants, solidaires, en rapport de réciprocité, de mutualité, organisés dans une structure commune, fondée sur la fédération politique et la fédération économique, régis au plan économique par la stricte application de la loi de la valeur travail, c'est-à-dire par fixation des prix des produits et des services par un organisme central de statistique, de budgétisation et de planification, et régis, au plan économique, par l'appropriation du pouvoir par l'ensemble des groupes sociaux fédérés, de la base au sommet ⁶. »

Mais ce qui est surtout intéressant dans ce passage de Marx, c'est qu'il se rapproche de Proudhon sur la question de la « force de travail social ». L'explication marxiste traditionnelle de l'exploitation de l'ouvrier par le

⁵ Marx, *Le Capital*, Économie I, ch. I, I, iv, p. 613. La Pléiade.

⁶ Jacques Langlois, « Défense et actualité de Proudhon ».

capitaliste consiste à dire que chaque ouvrier individuel travaille pendant une partie de la journée de travail pour permettre la reproduction de sa force de travail (le travail nécessaire) l'autre partie étant accaparée par le patron (le surtravail). On apprend ça dans tous les cours élémentaires de formation d'économie marxiste.

Proudhon, lui, voit les choses de manière tout à fait différente, qu'il explique dans *Qu'est-ce que la propriété* avec l'exemple des grenadiers qui ont érigé l'obélisque de la place de la Concorde : deux cents grenadiers ont dressé en une journée de travail l'obélisque de Louqsor ; un grenadier ne l'aurait pas fait en deux cents jours.

L'ouvrage contient cependant un autre exemple, plus explicite :

« Une force de mille hommes agissant pendant vingt jours a été payée comme la force d'un seul le serait pendant cinquante-cinq années ; mais cette force de mille a fait en vingt jours ce que la force d'un seul, répétant son effort pendant un million de siècles, n'accomplirait pas : le marché est-il équitable ? Encore une fois, non : lorsque vous avez payé toutes les forces individuelles, vous n'avez pas payé la force collective ; par conséquent, il reste toujours un droit de propriété collective que vous n'avez point acquis, et dont vous jouissez injustement. » (*Qu'est-ce que la propriété ?*)

En conséquence, l'exploitation de l'ouvrier, et le profit du capitaliste, ne sont pas la conséquence de l'appropriation de la valeur produite par chaque travailleur *individuel*, mais de l'appropriation de la valeur produite par le travail combiné, la force collective des travailleurs. Ce que Proudhon avait dit en 1840, Marx le reprend ici dans le *Capital* en 1867, en décrivant une « réunion d'hommes libres » dépensant leurs « forces individuelles comme une seule et même force de travail social ».

La citation du Livre I du *Capital* pourrait correspondre à une situation où la valeur serait « abolie », mais il n'y a en cela aucune certitude puisque cette question n'est pas du tout évoquée. Tout au plus peut-on supposer que l'abolition de la valeur pourrait résulter de l'instauration d'un plan. Un lecteur moins bien disposé verra que dans une société faite d'« hommes libres » travaillant avec des « moyens de production communs », les catégories habituelles du capitalisme sont toujours là.

La plupart du temps, Marx ne fait qu'effleurer le problème de la valeur alors qu'il parle d'autre chose. Par exemple, dans « Accumulation et reproduction élargie » il écrit :

« Dans l'hypothèse d'une production socialisée, le capital-argent disparaît. La société répartit la force de travail et les moyens de production dans les différentes branches d'industrie. Le cas échéant, les producteurs pourraient recevoir des bons leur permettant de prélever sur les réserves de consommation de la société des quantités correspondant à

leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent. Ils ne circulent pas⁷. »

C'est « la société » qui répartit la force de travail et les moyens de production, pas l'Etat. On ne sait pas ce qu'est cette « société »-là, Marx reste toujours très vague. Dans d'autres textes, Marx parle de « travailleurs associés » mais, par définition, les « travailleurs associés », *ce n'est pas l'Etat*. Affirmer que ces bons ne circulent pas et qu'ils ne sont pas de l'argent est peut-être un peu vite dit. Sauf s'ils sont nominatifs, ce qui implique l'instauration d'une invraisemblable bureaucratie pour gérer la distribution des bons. Rien n'empêchera les gens d'« économiser » ces bons pour les ressortir le moment venu afin d'échanger telle chose ou tel service contre un autre. Certes, ces bons ne pourront être utilisés dans le cadre d'une accumulation de capital, ils seront cantonnés au domaine de la consommation, mais ils seront à l'origine d'un véritable marché des biens de consommation. Après tout, pourquoi pas ? Je ne vois pas pourquoi les gens qui le souhaiteraient ne pourrait pas « épargner », du moment qu'ils ne puissent pas acquérir des biens de production.

La parade de la part de l'autorité publique (« la société ») pourra être de fixer une date de péremption dans l'usage des bons. Mais là encore, cela implique le développement d'une véritable bureaucratie dont les effets néfastes seront sans doute pires que de laisser s'instaurer un « marché » des biens de consommation.

L'histoire des « bons de travail » me paraît être une extraordinaire régression.

Marx reprendra la question des « bons de travail » en 1875 dans la *Critique du programme de Gotha*. Le lecteur bien disposé peut effectivement se dire : en parlant de l'abolition de l'argent et de son remplacement par des « bons de travail », Marx aborde bien la question de l'abolition de la valeur. Malheureusement, il ne fait qu'effleurer la question sans développer, alors même qu'il avait précédemment évoqué, au début du livre I^{er}, l'analyse de la marchandise et de la valeur. Là encore, la question de « l'abolition de la valeur » ne semble pas être déterminante.

On peut même se demander si cette question intéressait réellement Marx. Il y a en effet un passage extrêmement significatif du Livre III du *Capital*, dans lequel il se livre à une réflexion sur les fondements communs à tous les modes sociaux de production, y compris donc le régime communiste. Ainsi annonce-t-il que « si l'on débarrasse le salaire aussi bien que la plus-value, le travail nécessaire aussi bien que le surtravail, de leur caractère spécifiquement capitaliste, il est certain que ces formes disparaissent, et seuls

⁷ Marx : *Capital*, Livre II ch. XIII, Pléiade II, La Pléiade, p. 863.

restent les fondements qui sont communs à tous les modes sociaux de la production »⁸.

On constate que le salaire est toujours là, la plus-value, le travail nécessaire et le surtravail, aussi : on s'est simplement débarrassé de leur « caractère spécifiquement capitaliste ». Là encore, un lecteur particulièrement bien intentionné pourrait, en tirant un peu sur la ficelle, dire que puisque les *formes* capitalistes ont été abolies, la valeur l'a été également. Pourtant, les catégories habituelles du capitalisme sont bien conservées : travail nécessaire et surtravail.

Il reste, encore une fois, que la problématique de l'abolition de la valeur n'est pas explicitement abordée dans ce passage.

La question en fait est : le travail nécessaire et le surtravail sont-ils des catégories spécifiquement capitalistes ? Faut-il abolir le travail, fût-il limité à son caractère « nécessaire », et abandonner l'idée de constitution de surplus ? Car ce qui caractérise le surtravail dans un régime capitaliste, c'est d'une part qu'il fait l'objet d'une appropriation privée, d'autre part que son affectation ne fait l'objet d'aucune concertation de la part des producteurs associés – et je ne parle pas des travailleurs de chaque usine prise individuellement, je parle des producteurs dans le cadre de la société globale.

La *Critique du Programme de Gotha* (1875) est un autre texte où Marx effleure les formes de la société communiste. Les deux partis socialistes, celui dit d'Eisenach (proche de Marx) et les Lassaliens, se rencontrent en congrès à Gotha en vue d'une fusion. Le texte de fusion ne satisfait pas les proches de Marx (Liebknecht, Bebel) et Marx en rédige un commentaire critique dans lequel on trouve un des rares passages où il est fait allusion à la dictature du prolétariat, mais aussi un des rares passages où Marx nous livre quelques indications sur la société future. On peut lire en particulier que

⁸ Ch. XXVII, *La concurrence et ses illusions*, Pléiade, Économie II, p. 1474.

Voici la citation complète :

« Si l'on réduit le salaire à son fondement général, c'est-à-dire à la partie du produit de son propre travail qui entre dans la consommation individuelle de l'ouvrier, si l'on débarrasse cette part de ces limites capitalistes en lui donnant l'extension que permettent d'une part les forces productives existantes de la société (c'est-à-dire la productivité sociale du propre travail de l'ouvrier en tant que travail réellement social) et que requiert, d'autre part, le plein épanouissement de la personnalité ; si, en outre, on réduit le surtravail et le surproduit au volume nécessaire, dans les conditions données de la production sociale, d'une part pour la constitution d'un fonds d'assurance et de réserve, d'autre part pour l'extension continue de la production dans la mesure déterminée par les besoins sociaux ; enfin, si l'on comprend dans le travail nécessaire, venant en premier rang, et dans le surtravail, venant en second rang, la quantité de travail que les membres de la société capables de travailler doivent toujours accomplir pour ceux qui ne peuvent pas encore ou qui ne peuvent plus travailler ; en bref, si l'on débarrasse le salaire aussi bien que la plus-value, le travail nécessaire aussi bien que le surtravail, de leur caractère spécifiquement capitaliste, il est certain que ces formes disparaissent, et seuls restent les fondements qui sont communs à tous les modes sociaux de la production. »

« Le producteur individuel reçoit donc de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûtés son travail. Le même quantum de travail qu'il a donné à la société sous une forme, il le reçoit en retour sous une autre. Évidemment, il règne ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises, pour autant qu'il est échange d'équivalents⁹. »

Ce que décrit Marx ici, c'est ce qui se passera après la révolution, mais pas encore sous le communisme, alors qu'il sera encore nécessaire d'aligner les salaires des ouvriers sur le temps de travail, de calculer le temps de travail contenu dans les produits pour arriver à une valeur d'échange exprimée en bons de travail.

Cette citation sur les « bons de travail » représente le *nec plus ultra* de la théorie marxiste en matière d'organisation de la société future, alors que si on s'en tient à l'essentiel, ce système me paraît plutôt ressembler à une régression vers une forme de troc, mais enfin, c'est Marx qui le dit...

On n'en saura pas plus en matière d'anticipation sur la société future. Mais en fait, ce qui est intéressant, c'est *ce qui n'est pas dit*.

D'abord, il n'est jamais question du « producteur collectif ». Le producteur, chez Marx, est *individuel*. Si le « producteur individuel » peut retirer des « réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûtés son travail », on n'a jamais aucune indication sur la manière dont ces « réserves sociales » sont définies, or c'est ça qui est intéressant. On ne nous laisse à aucun moment savoir que le producteur collectif participe d'une façon ou d'une autre à l'élaboration des choix sur l'affectation des ressources visant à satisfaire ses besoins. Or c'est précisément à ce niveau-là que se situe la suppression de l'économie de marché, lorsque c'est le *producteur collectif, organisé*, qui décide de ce dont il a besoin, et qui met en œuvre les moyens nécessaires pour satisfaire ces besoins.

L'idée de « supprimer la loi de la valeur » n'a strictement pas de sens. Puisque la valeur d'une marchandise est définie par le temps de travail socialement nécessaire pour la produire, cela implique *a contrario* que chaque objet produit, nécessitant un temps de travail socialement nécessaire, *a une valeur*.

Autrement dit, l'équation :
Valeur = Temps de travail

implique inévitablement l'équation :

⁹ Karl Marx, *Œuvres*, Économie I, Éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Partie I.3 des Gloses marginales, p. 1419.

Temps de travail = Valeur

Mais qu'est-ce qui se cache derrière le concept de « temps de travail *socialement* nécessaire » ? C'est le temps moyen de travail nécessaire pour produire un objet, par exemple ma cafetière italienne.

Il a bien fallu que quelqu'un la conçoive, en fasse le plan, le dessin.

Cette cafetière est faite d'acier, de caoutchouc pour le joint, et de bakélite pour la poignée.

Il a fallu extraire le minerai de fer, produire l'acier, la bakélite,

Mettre en place la chaîne de montage.

Cultiver le caoutchouc, le récolter, faire dieu sait quelle opération pour fabriquer le joint.

Même chose pour la bakélite dont j'avoue n'avoir aucune idée d'où ça vient.

Transporter la cafetière jusqu'à son lieu de vente, etc.

Et fournir à chacune des personnes ayant concouru à cette exaltante tâche – me permettre de boire mon café à l'italienne – une rémunération.

Bref, le temps de travail socialement nécessaire peut, *en théorie*, être très précisément défini à condition d'être en mesure de collecter *la totalité* des informations concernant le processus de conception, fabrication, de distribution. C'est à la fois une simple question de statistique, qu'on résout très bien aujourd'hui avec l'informatique, et une question d'organisation.

Tout ce temps de travail-là définit donc la valeur de ma cafetière. Quoi qu'on fasse, ce temps de travail socialement nécessaire définira la valeur de la cafetière, *même si le CCI décide d'« abolir la valeur »*, pour la simple raison que pour produire la cafetière, il a fallu mettre en œuvre un certain nombre d'opérations complexes qui sont strictement les mêmes, qu'on soit en régime capitaliste ou en régime communiste. Abolir la valeur ou abolir le temps de travail socialement nécessaire, *c'est la même chose*.

Dans la mesure où il y a équivalence entre temps de travail pour produire un objet et sa valeur, dès lors qu'il y a l'un, il y a l'autre. Abolir l'un, c'est abolir l'autre.

Comme on peut supposer que dans le socialisme que nous proposent nos amis conseillistes on aura tout de même besoin d'un certain nombre d'objets manufacturés, de services, etc., il faudra bien les produire, donc consacrer un « temps de travail socialement nécessaire » pour les produire. Quoi qu'en dise le CCI, ces biens et services auront une « valeur », dans la mesure où il faudra bien un mode de calcul pour déterminer ce « temps de travail socialement nécessaire ». Et il sera d'autant plus important de trouver un mode de calcul, qu'il faudra fonctionner sur le mode anti-gaspillage.

Il faudra par exemple éviter de fabriquer une brosse à dents en dépensant l'énergie et les matières premières suffisantes pour fabriquer une moissonneuse-batteuse – puisque nos amis conseillistes aiment les

moissonneuses-batteuses¹⁰. Je dis ça, parce que lorsqu'on nous promet un « jaillissement des forces productives libérées des entraves du capitalisme », l'« épanouissement universel des individus », le jaillissement des « sources de la richesse coopérative » et l'application du principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! », on est en droit de s'inquiéter devant tant d'exaltation et de candeur. On nous promet une utopie millénariste, un paradis où tout le monde coulerait sous l'abondance. On n'en demande pas tant.

Les anarchistes se contenteront d'une société où les producteurs associés pourront déterminer collectivement leurs besoins (ce qui remplacera le marché) et déterminer collectivement les moyens à mettre en œuvre pour les satisfaire (ce qui remplacera la propriété privée des moyens de production et l'Etat) ; une société où tout le monde pourra vivre de manière décente et où une minorité ne pourra s'approprier ni pouvoir ni privilèges. En somme, les anarchistes sont bien moins ambitieux que leurs camarades conseillistes (mais peut-être plus réalistes).

Ce qui est déterminant dans le problème qui nous intéresse, ce n'est pas qu'un objet ait une valeur, c'est que cette valeur puisse être *accumulée*. De même, ce qui est déterminant dans le problème de la marchandise, c'est que sa production produise une valeur qui puisse être appropriée. Or nos conseillistes évacuent tous ces problèmes en disant qu'il faut supprimer la valeur et supprimer la marchandise. C'est un peu comme si on voulait résoudre le problème du chômage en supprimant les chômeurs. Ils nous proposent un modèle totalement utopique qui ressemble étrangement à la « prise au tas » de Kropotkine telle qu'elle a été le plus mal comprise.

En effet, Kropotkine situait sa réflexion dans le cadre d'une société qui aurait à la fois développé les forces productives et réduit le gaspillage. Il souligne que le système capitaliste ne produit pas pour satisfaire les besoins de la population mais pour faire des profits. Sa réflexion est tout à fait moderne et s'inscrit dans les débats sur la société de consommation. La révolution devra renverser l'ordre des priorités et ajuster l'appareil productif aux besoins réels de la population. C'est dans cette perspective que Kropotkine a élaboré le concept de la « prise au tas », qui a souvent été très caricaturé – y compris par les anarchistes, je dois dire.

L'aisance pour tous n'est pas un rêve. Kropotkine estime qu'à peine un tiers de la population est affectée à un travail productif et crée la richesse globale. Parmi le reste, si « ceux qui gaspillent aujourd'hui les fruits du travail d'autrui étaient forcés d'occuper leurs loisirs à des travaux utiles, notre richesse grandirait en proportion multiple du nombre de bras producteurs » (*La Révolution sera-t-elle collectiviste ?*). A cela, il faut

¹⁰ Pour « démontrer l'inanité de la notion d'« autogestion », le texte du CCI dit plus loin : « De même, on imagine mal telle usine autogérée rétribuer les ouvriers en moissonneuses-batteuses, par définition indivisibles et telle autre en stylos à bille. »

ajouter que contrairement à ce que pense Malthus, « l'homme accroît sa force de production bien plus rapidement qu'il ne se multiplie lui-même » – un point de vue *essentiel* à toute réflexion sur la société post-révolutionnaire.

Kropotkine n'a jamais développé l'idée d'une société d'abondance apparaissant *ex nihilo*. Dans *la Conquête du pain*, il dit exactement ceci : « Prise au tas de ce qu'on possède en abondance ! Rationnement de ce qui doit être mesuré, partagé. » L'intuition de Kropotkine est indéniable. La distribution de l'eau est un exemple de ce que Kropotkine entend par « prise au tas » : C'est un produit aisément accessible et pas coûteux – du moins de son temps.

Il est d'une certaine manière l'inventeur de l'idée de société de consommation et de société des loisirs : « En travaillant cinq à quatre heures par jour jusqu'à l'âge de 45 à 52 ans, l'homme pourra produire aisément tout ce qui est nécessaire pour garantir l'aisance à la société. » (*La Conquête du pain*.)

Curieusement, on ne trouve pas chez les grands penseurs anarchistes ces phrases ronflantes sur la société future où tout le monde sera content. Leur approche est le plus souvent extrêmement pratique.

C'est particulièrement le cas chez Proudhon.

La valeur chez Proudhon

Les rapports entre Marx et Proudhon peuvent être abordés de deux manières : idéologique ou rationnelle.

La manière idéologique est celle qui est adoptée par les marxistes en général et le CCI en particulier, ce dernier n'hésitant pas à émettre de grosses âneries sur notre Bisontin préféré : voilà des gens qui critiquent Proudhon (c'est leur droit, moi aussi je le critique) mais qui ne l'ont pas lu, comme je le montrerai plus loin.

L'approche idéologique des phénomènes historiques consiste à examiner les faits à partir du prisme des idées reçues qu'on s'est forgées ; à interpréter les faits pour qu'ils concordent avec ces idées préconçues. La manière rationnelle d'aborder les rapports entre Proudhon et Marx consiste à examiner les points d'accord et de désaccord, les filiations qui peuvent exister entre Proudhon et Marx et à déduire en quoi le premier est un moment dans le développement de la pensée du second. Par exemple, j'ai souligné les similitudes dans le plan du *Système des contradictions économiques* et du Livre I^{er} du *Capital* publié 20 ans plus tard (Cf. *Études proudhoniennes*, Tome I. – *L'Économie*, Éditions du monde libertaire). Tous deux commencent par la valeur.

Pour Proudhon, la valeur est la « catégorie dominante de l'économie politique ». La théorie de la valeur chez l'auteur du *Système des contradictions économiques* doit être évaluée sans faire d'anachronisme : elle reste relativement embryonnaire au regard de celle de Marx, mais le tome I^{er} du *Capital* est paru 20 ans après le livre de Proudhon.

Il reste que la théorie de la valeur de Proudhon est une préfiguration des théories modernes de la valeur en faisant intervenir dans sa détermination le coût de production et l'utilité.

« La valeur des choses se compose de deux éléments : l'utilité du produit, la quantité du travail dépensé dans la production », dit-il dans *La création de l'ordre*. Proudhon rectifie en même temps l'erreur d'Adam Smith qui réduisait la notion de travail productif au seul processus de production de biens matériels. Contre Smith, donc, Proudhon affirme que toute activité satisfaisant un besoin, créatrice d'utilité, est productive. Sa pensée sur la question reste cependant à l'état d'ébauche dans la mesure où il a parfois tendance à confondre la valeur, catégorie fondamentale de l'économie politique, et le prix, son expression monétaire dans l'économie de marché.

De même, il a du mal à distinguer, dans *La création de l'ordre*, la différence entre valeur d'usage et valeur d'échange car dans la mesure, pense-t-il, où l'échange des biens n'a de sens que par leur utilité, il n'y a pas de raison de penser que le prix de vente puisse être supérieur ou inférieur à l'utilité.

Il modifie son approche dans le *Système des contradictions économiques* : il reconnaît que la distinction établie entre valeur d'usage et valeur d'échange est « donnée par les faits et n'a rien d'arbitraire ». Dans la mesure où la nature ne produit pas spontanément tout ce dont l'homme a besoin, celui-ci les produit par son travail et chacun cède une partie de ses produits contre ceux qui lui manquent. Le commerce apparaît et la valeur d'échange résulte de la possibilité de troquer un produit pour un autre.

La valeur d'usage reste une catégorie fondamentale dont la valeur d'échange est un reflet. Les produits ne peuvent s'échanger que si leur utilité est attribuée. Si un produit ne répond plus à un besoin, sa valeur diminue, ou disparaît. À l'inverse, si l'échange venait à s'arrêter, les produits perdraient toute valeur. Proudhon soulignera avec beaucoup d'insistance la fonction essentielle de l'échange dans la société capitaliste : la production et l'échange sont deux sources de valeur.

Les producteurs capitalistes ont parfaitement compris qu'une trop grande quantité d'un produit fabriqué en diminuait la valeur d'échange, conduisait à une diminution des prix et par conséquent une baisse des profits. Pour éviter cela, ils restreignent leur production. Proudhon constate que les fluctuations en baisse ou en hausse du prix des marchandises sont liées à leur rareté, pas à leur valeur d'usage ou à leur valeur d'échange.

On peut guère reprocher à Proudhon de ne pas avoir résolu cette contradiction. Le lien entre coût, utilité et rareté trouvera une explication avec l'école marginaliste.

Marx reprochera à Proudhon de ne pas avoir trouvé la solution à ce problème parce qu'il a négligé de tenir compte de la demande, mais pas plus que Proudhon il n'avait trouvé le lien entre coût, utilité et rareté.

Il faudra attendre Kropotkine pour que soit soulignée avec insistance la question de la demande.

Pas plus que Marx, Proudhon ne parle explicitement de suppression de la loi de la valeur. En fait il ne veut pas *supprimer* la valeur, il veut la *constituer*. Sa démarche est apparemment le contraire de celle qu'on attribue à Marx, mais on peut dire qu'elle revient en quelque sorte au même. Sa théorie étant fondée sur la valeur-travail, l'intention de Proudhon est de définir la totalité des éléments qui entrent dans la constitution de la valeur, en établissant une véritable comptabilité nationale.

Contrairement aux idées reçues, Proudhon était favorable à la centralisation économique : « ...centralisation de toutes les forces économiques ; décentralisation de toutes les fonctions politiques » écrit-il dans ses Carnets ¹¹. Mais il reste à définir ce qu'il entendait par centralisation économique. Je ne vais pas développer ici. (Voir : Études proudhoniennes, Tome II. – *La Propriété*, Éditions du monde libertaire.) Bien qu'il se soit vu attribuer *post mortem* le qualificatif de « père de l'autogestion », il se préoccupait peu de savoir comment la gestion des entreprises sera assurée.

L'importance qu'il accorde à l'établissement d'une comptabilité nationale et l'affirmation de la nécessité de la centralisation économique montrent suffisamment que c'est plutôt l'organisation générale de l'économie qui l'intéresse à travers le système fédéraliste.

Proudhon préconisait même l'application des mathématiques à l'économie politique. Son ambition est de constituer l'économie politique en une science exacte et mathématique. La comptabilité économique « donnera à l'économie politique, considérée dans ses mécanismes de production et de répartition, *l'appareil scientifique* permettant d'exprimer l'équilibre des ressources et des emplois, les circuits économiques, et les opérations de production, de répartition et de financement effectuées entre les différents agents économiques ¹² »

Ce que Proudhon appelle une « comptabilité à partie double » est une comptabilité qui distingue entre comptes d'agents et comptes d'opérations, qui deviendra le principe de base de toute comptabilité économique. Proudhon propose rien moins que la constitution d'une comptabilité nationale qui aura une fonction prospective.

Le CCI affirme que l'abondance sera assurée dans une société communiste grâce à l'augmentation de la productivité du travail, mais évacue le fait tout bête que pour évaluer la productivité du travail il faut des méthodes de calcul adéquates et surtout un système de référence pour déterminer une comptabilité des coûts – ne leur en déplaise.

Proudhon est parfaitement conscient de tout cela et il insiste constamment sur la nécessité de parvenir à la détermination de la valeur, à sa

¹¹ Carnet 8, p. 276.

¹² Jean Bancal, *Proudhon, pluralisme et autogestion*, Aubier-Montaigne, I, p. 37.

« constitution ». Au niveau de la micro-économie, rien ne peut indiquer, dans une opération particulière prise au hasard, « si c'est l'offre, valeur utile, qui l'a emporté, ou si c'est la valeur échangeable, c'est-à-dire la demande », dit Proudhon. Comme tout excès dans le prix d'une marchandise est suivi d'une baisse proportionnelle, « on peut regarder avec juste raison la moyenne des prix, pendant une période complète, comme indiquant la valeur réelle et légitime des produits ». Proudhon précise que cette moyenne, établie au niveau macro-économique, arrive trop tard ¹³ : dans le régime propriétaire, la constitution de la valeur se fait *a posteriori*. Mais qui peut dire, demande Proudhon, si cette moyenne, qui se situe au niveau macro-économique, ne pourra pas être un jour établie ?

« Qui sait si l'on ne pourrait pas, à l'avance, la découvrir ? Est-il un économiste qui ose dire que non ? Bon gré, mal gré, il faut donc chercher la mesure de la valeur : c'est la logique qui le commande ¹⁴. »

Il reviendra à la société désaliénée, à la société associée, de parvenir à la constitution de la valeur. « L'opinion qui nie l'existence de cette mesure est irrationnelle, déraisonnable. » En somme, sur cette question, Proudhon reconnaît que tout le travail reste à faire. Il s'élève à la fois contre les économistes qui prétendent que « l'économie politique est une science des faits, et que les faits sont contraires à l'hypothèse d'une détermination de la valeur », et aux socialistes qui affirment que la question de la valeur est scabreuse et n'a plus lieu d'être « dans une association universelle, qui absorberait tout antagonisme » ¹⁵. Il s'oppose à la fois aux partisans du *statu quo* et à ceux qui refusent d'aborder le problème de face. Si la loi de l'échange n'est pas trouvée, dit-il, « la faute est non pas aux faits mais aux savants » ; et tant que l'homme travaillera pour subsister, la justice sera la condition de l'association : « sans une détermination de la valeur, la justice est boiteuse, est impossible » ¹⁶.

Le lecteur pourra être surpris par le soin méticuleux que met l'« anarchiste » Proudhon à réfléchir sur l'établissement d'un instrument de calcul économique dans la perspective de la construction d'une économie socialiste. Cela ne « colle » certes pas avec les idées reçues d'un « anarchisme » qui serait essentiellement destructeur, passionnel, spontané, etc. Proudhon avait dans ses réflexions anticipé tous les problèmes économiques qui se sont posés lors de la révolution russe. On peut regretter que les bolcheviks aient trop lu Marx et pas assez Proudhon...

¹³ Bien entendu, Proudhon n'utilise pas les termes de micro- et de macro-économie...

¹⁴ *Système des contradictions économiques*.

¹⁵ Cette dernière critique s'appliquerait très bien aujourd'hui à certains anarchistes.

¹⁶ Le lecteur aura compris que pour Proudhon, le concept de « justice » ne doit pas être compris dans le sens juridique étroit mais dans son acception la plus large de société fondée sur la justice.

URSS et loi de la valeur

D'une certaine façon, la *loi de la valeur* a bien été supprimée en Russie, mais pas dans le sens où l'entendent les trotskistes. A cause même des décisions imbéciles des dirigeants bolcheviks, les premières années du régime voient se développer d'une manière fantastique les forces de désintégration économiques et sociales.

Il est vrai que les conceptions qu'avait Lénine en matière de politique économique laissaient quelque peu à désirer : interrogé, avant la prise du pouvoir, sur le fait que personne ne savait faire fonctionner le mécanisme gouvernemental, Lénine avait répondu : « N'importe quel ouvrier saura faire fonctionner un ministère au bout de quelques jours. Cela ne demande aucune connaissance spéciale. Les fonctionnaires assureront le travail », répondit-il. Et pour l'argent, lui demanda-t-on alors, comment ferez-vous, puisque vous comptez annuler l'ancienne monnaie ? « Nous ferons marcher la planche à billets. On en imprimera autant qu'il faudra », répondit Lénine¹⁷. C'est d'ailleurs exactement ce qu'il fit. C'est donc fort de ces saines conceptions de politique économique que le parti s'apprêtait à prendre le pouvoir.

A ceux qui seraient tentés de penser que Lénine plaisantait en faisant ces réponses, Trotski apporte un témoignage saisissant : dans la période qui suivit immédiatement la prise du pouvoir, une question importante se posa, rapporte Trotski dans *Ma Vie* : comment s'appellerait le nouveau gouvernement ? « Surtout pas de ministres ! Le titre est abject, il a traîné partout », répondit Lénine.

« On pourrait dire “commissaires”, proposai-je ; mais il y a beaucoup trop de commissaires à présent... Peut-être “hauts-commissaires”... Non, “haut-commissaire” sonne mal... Et si on mettait : “commissaires du peuple” ?... » – “Commissaire du peuple ?” Ma foi, il me semble que cela pourrait aller... reprend Lénine. Et le gouvernement dans son ensemble ?

– Un soviet, bien entendu, un soviet... Le soviet des commissaires du peuple, hein ?

– Le soviet des commissaires du peuple ? s'écrie Lénine. C'est parfait. Ça sent terriblement la révolution¹⁸ !... »

Manifestement, Trotski ne se rendait pas compte qu'en rapportant cette anecdote, il démontrait que le pouvoir avait changé dans ses formes mais pas dans sa nature... Il aura fallu que la société russe soit vraiment en totale déliquescence pour que des Pieds Nickelés de cet accabit réussissent à prendre la pouvoir...

Il n'y avait plus, en Russie, de marché intérieur. La production industrielle était tombée presque à zéro et ne fournissait plus les campagnes en produits manufacturés. L'argent n'avait plus aucune valeur. Les paysans

¹⁷ Lénine, David Shub, Idées-Gallimard, p. 204.

¹⁸ Léon Trotsky, *Ma Vie*, Le livre de poche, p. 392.

refusaient de vendre des surplus pour de l'argent avec lequel ils ne pouvaient rien acheter¹⁹. On en revenait au troc. Pour approvisionner les villes, le gouvernement organisa la réquisition dans les campagnes, ce qui provoqua la rupture avec les SR de gauche et des insurrections dans les campagnes. Le bilan de cette politique de réquisition fut catastrophique.

Un phénomène unique dans l'histoire se produisit : un nivellement sans précédent de la société, par le bas. Tous les groupes sociaux capables de fournir des cadres à la société avaient disparu à la suite du déchaînement des forces de désintégration économique et sociale provoqué par les bolcheviks. La classe ouvrière elle-même avait quasiment disparu des villes !

La guerre et la guerre civile ne sont pas seules responsables de cette catastrophe : la politique du parti est très largement responsable²⁰.

Et il ne suffit pas de dire que dans cet « Etat ouvrier » le prolétariat ne représentait que 3 % de la population ; le niveau de développement de l'agriculture était extrêmement bas avant même la révolution, mais il faudra attendre 1962 pour rattraper la production de blé de 1913 ! L'écrasante majorité des paysans utilisaient encore la charrue de bois²¹. Les « paysans aisés » dénoncés par Lénine avaient une ou deux vaches. Zinoviev dira en 1924 qu'« on qualifiait de koulak tout paysan qui avait de quoi manger »²².

Pendant les premières années de la révolution russe, la politique du parti bolchevik avait provoqué l'effondrement non seulement de l'économie mais de la société tout entière. Poser le problème en termes de « loi de la valeur » n'avait plus de sens.

Il y avait un vieux débat au sein du mouvement trotskiste sur la « nature de l'URSS » : était-ce un pays capitaliste ? Pour les trotskistes cette thèse n'était évidemment pas acceptable car elle aurait abouti à récuser Lénine, mais aussi Trotski. Les trotskistes avançaient plusieurs arguments : il n'y avait pas de propriété privée en URSS, il n'y avait pas de bourse des valeurs, la *loi de la valeur* n'y dominait pas, nous disait-on. Donc l'Union soviétique restait malgré tout un « Etat ouvrier ». Mais après, il fallait expliquer en quoi cet « Etat ouvrier » était un Etat ouvrier « dégénéré ».

Les conseillistes, de leur côté, pensaient au contraire que l'URSS était un Etat capitaliste parce que la loi de la valeur y avait toujours cours. Sur ce point, il y avait accord avec les anarchistes.

¹⁹ Il est significatif que chez les principaux théoriciens anarchistes – Proudhon, Bakounine, Kropotkine –, on trouve cette préoccupation essentielle qu'une révolution doit assurer la subsistance de la population.

²⁰ Cf. René Berthier, *Octobre 1917 : le Thermidor de la Révolution russe*, Éditions CNT-région parisienne, II^e partie, « La Question paysanne ».

²¹ L'araire, ou charrue de bois dépourvue de roues, était employée dans l'antiquité et au moyen-âge. En Europe occidentale, c'est entre le *XI^e* et le *XIII^e* siècles que l'araire a été est peu à peu remplacée par la charrue à soc de fer et à roues, qui nécessitait une traction animale. Cela donne une idée du degré de retard de l'agriculture russe avant la révolution.

²² Cité par Boris Souvarine, *Staline* (1935), éditions Lebovici, 1985, p. 364.

Il semble donc que deux écoles marxistes ne soient pas en mesure de se mettre d'accord sur l'existence ou non de la loi de la valeur dans un système socio-économique déterminé – ce qui montre que le problème reste essentiellement subjectif, que le recours au marxisme peut être fait pour prouver une chose et son contraire et qu'il n'y a pas de critère scientifiquement incontestable pour trancher le débat.

Les anarchistes reprochaient donc aux trotskistes de s'en tenir à une conception extrêmement formelle de la définition du capitalisme, fondée sur la présumée absence de propriété privée, alors que le capitalisme est avant tout un *rapport social de production*.

Les trotskistes employaient une démarche parfaitement idéaliste. En fait, ils considéraient que l'URSS était un « Etat ouvrier » pour la simple raison que si ce n'était pas le cas il n'y avait tout simplement plus de trotskisme. Ils concluaient ensuite que le prolétariat russe n'était pas exploité car s'il l'était ce ne serait plus un Etat ouvrier. On se retrouve dans la sophistication du Moyen Âge lorsqu'il s'agissait de prouver l'existence de Dieu : « Dieu est parfait, car s'il ne l'était pas il ne serait pas Dieu ».

Il paraissait évident que la classe ouvrière soviétique était exploitée et c'est cela qui définissait la nature capitaliste du régime.

La critique de la nature sociale de l'URSS dont se réclame la gauche conseilliste, à laquelle les anarchistes souscrivent pour l'essentiel, d'ailleurs, a été développée à partir du milieu des années 30 par des auteurs tels que Pannekoek, Gorter, Rühle, Wagner, etc. Mais le diagnostic en avait été fait plus de vingt ans auparavant par les militants anarcho-syndicalistes russes anonymes qui, dans les congrès ouvriers, condamnaient dès 1918 les dérives imposées à la révolution par les bolcheviks, bien avant que la gauche communiste, dite « conseilliste », ne découvre la « nature de classe de l'URSS »²³.

Pour les anarchistes, un régime socialiste est défini par la propriété collective – et non étatique – des moyens de production. Par propriété *collective*, ou *socialisée*, il ne faut évidemment pas entendre propriété de chaque entreprise par les travailleurs de l'entreprise mais propriété collective au niveau de la société tout entière. Il faut avoir une sérieuse dose de mauvaise foi pour dire que les anarchistes préconisent la propriété des entreprises par les travailleurs de l'entreprise elle-même – qu'on appelle ça « autogestion » ou autrement.

Une économie de type libertaire, socialisée, sera confrontée aux mêmes problèmes que n'importe quelle économie :

1. Déterminer les besoins de la population

²³ Cf. *Les anarchistes dans la révolution russe*, (Collectif), Tête de feuilles, textes recueillis et traduits par Alexandre Skirda 1973.

2. Mettre en œuvre les moyens par lesquels ces besoins seront satisfaits.

Dans le système capitaliste, c'est le marché qui détermine les besoins (ou supposés tels), c'est-à-dire un mécanisme qui échappe en fait totalement à la fois aux producteurs et aux consommateurs.

De même ce sont les propriétaires des moyens de production qui décident de l'affectation des ressources, c'est-à-dire quoi produire et en quelle quantité, en fonction de leurs seuls intérêts, pas les intérêts collectifs.

En URSS, c'était l'Etat, un Etat totalement incontrôlé par la population, qui remplissait l'ensemble de ces fonctions et on verra que dans le projet que nous propose l'auteur de « Le communisme signifie l'élimination de la loi de la valeur et du cadre de l'entreprise », les choses ne seraient pas très différentes de celles que nous proposaient le communisme lénino-brejnévien.

L'Union soviétique n'était rien d'autre qu'un régime capitaliste d'Etat, un régime dans lequel les moyens de production se trouvaient entre les mains de gestionnaires désignés par l'Etat, et qui assumaient la fonction de classe dominante. La propriété n'était pas supprimée, elle n'était que concentrée. La plus grande mystification du socialisme d'Etat est d'avoir fait croire qu'étatiser les moyens de production équivalait à les remettre entre les mains de la classe ouvrière.

Ceux qui faisaient remarquer qu'en Russie il n'y avait pas de titre de propriété réduisaient la propriété à son aspect le plus formel et évacuaient ce qui en constituait le fondement : l'accaparement de la plus-value. Or en Russie *il y avait* un titre de propriété : c'était le décret du 28 juin 1918 qui nationalisait les entreprises industrielles et qui déclarait leur actif « propriété de la république socialiste fédérative soviétique de Russie » ; *il y avait* une propriété privée, c'est celle qui était détenue oligarchiquement (c'est-à-dire détenue collectivement par une minorité) par les membres de l'appareil d'Etat.

Trotsky dit très justement dans *Défense du marxisme* :

« La bureaucratie – comme collectivité – dispose sans contrôle de tous les moyens de production, de tout le capital accumulé, répartit librement la plus-value. En tant que collectivité évidemment, car de même que les gros actionnaires et les conseils d'administration ont seuls voix réellement au chapitre sur la marche des entreprises, à l'exclusion des petits et moyens actionnaires, de même le droit de libre disposition des moyens de production devient de plus en plus réduit à mesure qu'on s'éloigne des sommets bureaucratiques. »

Ce que Trotsky décrit là pourrait parfaitement s'appliquer au capitalisme monopolistique, ou à la « féodalité industrielle » décrite par Proudhon. Mais le diagnostic par ailleurs exact de Trotsky ne l'empêchait pas de s'en tenir à des conclusions fausses, à savoir que l'Union soviétique restait malgré tout

un « Etat ouvrier ». L'appareil d'Etat soviétique faisait comme le grand manufacturier dont parle Proudhon, qui se moque d'être propriétaire du terrain sur lequel se trouve son usine, voire des machines elles-mêmes, du moment qu'il s'approprie la valeur produite par le travail collectif des ouvriers. Le manufacturier n'a pas les états d'âme du petit bourgeois propriétaire :

« Le manufacturier a-t-il besoin, pour être industriellement et commercialement libre [*c'est-à-dire libre de s'approprier l'aubaine*] « d'être propriétaire de la maison ou de l'appartement qu'il habite avec sa famille, de l'atelier dans lequel il travaille, du magasin où il conserve ses matières premières, de la boutique où il expose ses produits, du terrain sur lequel maison d'habitation, atelier, magasin et boutique ont été construits ? En aucune façon ²⁴. »

C'est précisément ce que faisait l'appareil de l'Etat soviétique et du parti.

Travailler à son rythme et raser gratis

Les marxistes nous racontent que dans une société communiste achevée on ne comptera plus en temps de travail socialement nécessaire car tout le monde travaillera à son rythme. C'est une vision parfaitement petite bourgeoise, idéaliste et farfelue, pour plusieurs raisons :

1. Le fait que tout le monde « travaille à son rythme » est totalement contradictoire avec l'augmentation de la productivité du travail, dont se réclame pourtant le CCI, qui parle de « jaillissement des forces productrices libérées des entraves du capitalisme ». Si on travaille « à son rythme », on retombe dans une société de petite production artisanale, ce qui correspond parfaitement aux idéaux des petits bourgeois New Age nostalgiques d'un Âge d'or bucolique. Nos camarades du CCI pourront faire bon ménage avec certains courants minoritaires du mouvement anarchiste.

2. Le fait que « tout le monde travaille à son rythme » implique ensuite que plus aucun produit complexe, nécessitant la collaboration d'un ensemble donné de travailleurs, ne sera fabriqué. Cette objection vaut à la fois pour le travail à la chaîne (dont j'espère bien qu'il sera supprimé) ou pour le travail en équipe chargé de construire le produit en entier.

A supposer qu'on fabriquera encore des lave-linge (j'espère en tout cas), je vois mal comment la fabrication d'un tel appareil puisse se faire avec des gens qui travaillent chacun à son rythme. Une telle fabrication nécessite inévitablement une certaine division du travail, et un certain rythme de travail. Imaginons 10 ouvriers fabriquant un lave-linge, si chacun d'entre eux a une approche personnelle de la notion de « travailler à son rythme », l'appareil n'est pas près d'être fini. Pourquoi pas, après tout, mais il ne faut

²⁴ *Théorie de la propriété, op. cit.*, p. 31. Je souligne.

pas nous raconter la messe en nous disant que le communisme verra une fantastique augmentation de la productivité du travail...

On imagine mal encore un ouvrier sidérurgiste travaillant « à son rythme » dans un haut fourneau, mettant en danger ses camarades. Ou un contrôleur aérien. (Mais je connais un ou deux anarchistes qui me diront qu'on ne voyagera plus en avion...)

Plutôt que de s'accrocher à des formules idéalistes et utopiques, il serait plus judicieux de dire que dans la société communiste l'organisation et les rythmes du travail se feront de manière concertée. Ça a plus de sens.

3. La vision que nous offre le CCI d'une « société d'abondance où non seulement les besoins les plus élémentaires de l'être humain sont satisfaits mais où ces besoins eux-mêmes connaissent un formidable développement » est totalement utopique. Elle relève de la pure science fiction : « le travail deviendra pour la première fois une activité vraiment libre. La distribution, comme la production, changeront également de nature ». Le « travail libre » est un peu comme l'« Etat libre » que critiquait Marx avec violence dans la *Critique du programme de Gotha*. On est libre de travailler ou de ne pas travailler, et d'assumer ensuite les conséquences de ses choix ; mais au mieux, le « travail libre », c'est celui de l'artisan ou du petit boutiquier : une vision parfaitement petite bourgeoise.

On nous promet une société d'abondance mais on omet de dire que l'abondance doit être produite d'une façon ou d'une autre. Au moins, lorsque Kropotkine parle de « prise au tas » – sa façon à lui de désigner la société d'abondance – il précise (ce qu'on oublie souvent) : « prise au tas de ce qui existe en abondance, rationnement de ce qui ne l'est pas », ce qui est une vision plus réaliste. Une société d'abondance implique donc une société où les biens et services sont produits en abondance – *par des gens qui travaillent* – mais qui, si on en croit le CCI, « travaillent à leur rythme » !

Sachant que certains biens et services sont aujourd'hui produits en quantité insuffisante, on peut supposer qu'il faudra même mettre des gens au travail – c'est ce que suggère Kropotkine. Il est vrai que certains autres produits pourront disparaître ou voir leur production réduite, ce qui permettra la réaffectation des postes. Pourtant, nos camarades conseillistes ne nous promettent pas seulement une société où les besoins élémentaires seront satisfaits, ils nous promettent également une société où les besoins s'accroîtront de manière formidable. On voit mal comment il sera possible de faire face à cela sans poser le problème en termes de production, de travail et de comptabilité.

Tout cela ne signifie pas nécessairement qu'il y aura quatre fois plus d'usines tournant à plein rendement et produisant des tonnes de fumées toxiques : la mise en œuvre de ressources pour accroître la production en vue de satisfaire des besoins accrus est évidemment possible par une sérieuse réorganisation de l'appareil productif, par la suppression des ressources

affectées à des besoins parasitaires, mais aussi et surtout par l'augmentation de la productivité du travail.

4. Qu'on soit en société communiste ou pas, toute économie fonctionne sur la base de l'économie des moyens parce que d'une part on ne peut pas fabriquer des objets avec de la matière première qu'on n'a pas, avec une main d'œuvre qu'on n'a pas, avec des machines qu'on n'a pas ; et d'autre part on ne peut pas consommer plus qu'on ne produit. Dans une économie communiste, il faudra de toute façon calculer au plus près pour éviter le gaspillage. Proudhon insistait sur la nécessité d'établir une comptabilité économique nationale. Kropotkine insistait sur la nécessité d'éviter le gaspillage.

Une société libertaire devra donc augmenter la productivité du travail... La productivité du travail est le rapport entre la quantité de biens ou de services produits et la quantité de facteurs de production (le capital et le travail) utilisés pour produire ces biens ou services. La technologie est un important facteur d'augmentation de la productivité du travail. Autrement dit, plus on fabriquera de choses avec un minimum de personnes, de temps et de gaspillage, plus la productivité du travail augmentera, plus on pourra réduire le temps de travail et satisfaire les besoins sociaux.

Mais de toute façon le problème se posera toujours en termes de production et d'affectation des ressources. Ce qui signifie que même dans le communisme utopique que nous réservent les marxistes, gauche communiste incluse, le travail coordonné subsistera, c'est-à-dire un travail nécessitant l'action combinée d'un nombre plus ou moins grand de personnes – autrement dit la division du travail.

Les pseudo-réfutations du CCI

D'une façon générale les marxistes de toute tendance nous ont habitués à la manière dogmatique avec laquelle ils abordent les problèmes. La manière dogmatique consiste à s'en tenir à un auteur, dont la pensée est érigée en orthodoxie, une pensée à laquelle rien ne peut être ôtée, puis à justifier cette pensée envers et contre tout. L'exemple le plus caractéristique de cette attitude nous est fourni par Lénine, dans un ouvrage à prétention philosophique, *Matérialisme et empiriocriticisme* :

« On ne peut retrancher aucun principe fondamental, aucune partie essentielle de cette philosophie du marxisme coulée dans un seul bloc d'acier, sans s'écarter de la vérité objective, sans verser dans le mensonge bourgeois et réactionnaire ²⁵ »

Je pense qu'il n'est pas nécessaire d'insister sur le niveau de rigidité mentale que ce genre de propos dévoile. Cette attitude caractérise à des

²⁵ Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, éditions du Progrès, p. 461.

degrés divers la plupart des marxistes, quelle que soit l'école à laquelle ils appartiennent. Une idée ne peut être juste que si elle s'appuie sur la citation de Marx qui la confirme.

L'attitude rationnelle consiste à considérer la pensée d'un auteur comme une étape dans l'évolution générale de la pensée et à avoir sur elle une approche critique. C'est ainsi que, en dépit des divergences qu'il avait avec Marx, Bakounine accueillit très favorablement la publication du Livre I^{er} du *Capital* :

« Cet ouvrage aurait dû être traduit depuis longtemps en français, car aucun, que je sache, ne renferme une analyse aussi profonde, aussi lumineuse, aussi scientifique, aussi décisive, et, si je pus m'exprimer ainsi, aussi impitoyablement démasquante, de la formation du capital bourgeois et de l'exploitation systématique et cruelle que le capital continue d'exercer sur le travail du prolétariat ²⁶. »

Le *Capital*, pour la plupart des anarchistes – ceux qui l'ont lu en tout cas – est une contribution irremplaçable à la critique du système capitaliste. Mais en même temps cet ouvrage n'est pas une production *ex nihilo*. Il s'inscrit dans un mouvement général dans lequel le *Système des contradictions économiques* de Proudhon s'inscrit également.

♦ » Leur “vision du communisme” ne dépasse en aucune façon l'étroit horizon bourgeois »

Le texte de la *Revue internationale* intitulé « Le communisme signifie l'élimination de la loi de la valeur et du cadre de l'entreprise » ²⁷ est extrêmement illustratif de ce que je dis sur la manière dogmatique avec laquelle le marxisme, et le CCI en particulier, aborde les questions théoriques, mais à cela s'ajoute soit l'ignorance, soit le mensonge dès lors qu'il s'agit de réfuter les thèses que l'auteur de ce texte qualifie d'« anarchistes ». C'est une attitude assez commode, et très fréquente chez le CCI : on attribue à un système de pensée des points de vue parfaitement farfelus, après quoi on n'a pas de mal à les « réfuter ».

Il y a un exemple parfait de ce que je dis dans le texte du CCI, qui cherche à montrer à quel point les anarchistes sont idiots et à quel point « leur “vision du communisme” ne dépasse en aucune façon l'étroit horizon bourgeois ».

Pour Proudhon, dit le CCI, « l'économie politique est la science suprême ». C'est totalement faux. Si l'auteur avait pris la peine de lire le *Système des contradictions économiques*, il aurait vu que Proudhon désigne l'économie politique comme une science bourgeoise. Lorsque Proudhon parle d'économie politique, il faut entendre ce terme dans le sens du langage de

²⁶ Bakounine, Œuvres, Champ libre, VIII, 357. Alors que Bakounine était en Italie, Marx lui fit parvenir un exemplaire du livre.

²⁷ Revue Internationale le 12 juillet 2006,

<http://fr.internationalism.org/rint126/voronezh.html>

l'époque, comme théorie économique de la bourgeoisie. « Je ne regarde pas comme science l'ensemble incohérent de théories auquel on a donné depuis à peu près cent ans le nom officiel d'économie politique, et qui, malgré l'étymologie du nom, n'est encore autre chose que le code ou la routine immémoriale de la propriété. » (*Système des contradictions*.)

On ne peut pas être plus clair.

Il y a chez Proudhon une séparation nette entre l'économie politique et le socialisme. L'économie politique, science « bourgeoise », repose sur le principe de la propriété. Le socialisme propose un principe alternatif, celui de l'association. Le socialisme entend recréer de fond en comble l'économie sociale et constituer un droit nouveau, une politique nouvelle, des institutions et des mœurs diamétralement opposées aux formes anciennes : « Ainsi la ligne de démarcation entre le socialisme et l'économie politique est tranchée, et l'hostilité flagrante » dit Proudhon ²⁸.

Pour mémoire, Marx ne tarissait pas d'éloges à l'égard de Proudhon, qui était présenté dans *La Sainte Famille* comme « l'écrivain socialiste le plus logique et le plus pénétrant ».

« Et voici Proudhon qui soumet la propriété privée, base de l'économie politique, à un examen critique, au premier examen catégorique, aussi impitoyable que scientifique. » Proudhon, dit encore Marx, est à l'origine d'une révolution dans l'économie politique car il « rend pour la première fois possible une véritable science de l'économie politique ».

Cet ouvrage, datant de 1845, contient un éloge vibrant de Proudhon qui est reconnu comme le maître du socialisme scientifique, le père des théories de la valeur-travail et de la plus-value. C'est d'ailleurs chez Proudhon que Marx a été pécher l'expression « socialisme scientifique ». *L'Idéologie allemande* (1846) désigne la dialectique sérielle de Proudhon comme un « essai de donner une méthode par quoi la pensée indépendante est remplacée par l'opération de la pensée ».

Pourtant, l'article du CCI s'efforce de montrer l'inanité des thèses de Proudhon, mais l'auteur de l'article révèle qu'il n'a pas lu Proudhon et se contente de reconditionner une citation faite par quelqu'un d'autre, à savoir Claude Harmel.

Qui est Claude Harmel ? C'est l'auteur assez contesté d'une *Histoire de l'anarchie* ²⁹. Non seulement la citation d'Harmel faite par le CCI ne provient

²⁸ *Système des contradictions économiques*.

²⁹ Claude Harmel, *Histoire de l'anarchie*, Éditions Champ Libre, Paris, 1984, p. 149. (Éditions Le Portulan, 1949, note 1, p. 142.) Claude Harmel avait rejoint après 1940 le Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat, l'un des trois principaux partis collaborationnistes, qui voulait « protéger la race » et collaborer avec les nazis. Il est arrêté à la Libération, condamné à quatre années de prison, libéré en 1947 et amnistié en 1951. Harmel se consacre ensuite à la publication de journaux anticommunistes. Directeur de publication de

pas de *Qu'est-ce que la propriété ?* mais de la « Lettre à M. Blanqui » (rien à voir avec Auguste), dite aussi « Second mémoire sur la propriété ». Mais en plus, la citation est mal reproduite, et incomplète, sans que les coupures soient indiquées, comme le montre le tableau comparatif ci-dessous :

<p><i>Texte du CCI citant Harmel</i></p>	<p><i>Texte original</i> (En gras : différences par rapport au texte du CCI)</p>
<p>« Mais il est évident que si l'inégalité est un des attributs de la propriété, elle n'est pas toute la propriété ; car ce qui rend la propriété délectable, comme disait je ne sais plus quel philosophe, c'est la faculté de disposer à volonté non pas seulement de la valeur de son bien mais de sa nature spécifique, de l'exploiter selon son plaisir, de s'y fortifier et de s'y clore, d'en faire tel usage que l'intérêt, la passion et le caprice vous suggèrent. » (Pierre-Joseph Proudhon, <i>Qu'est-ce que la propriété ?</i> cité par Harmel, <i>op. cit.</i>)</p>	<p>« Mais il est clair que si l'inégalité des conditions est un des attributs de la propriété, elle n'est pas toute la propriété. Ce qui rend la propriété chose <i>délectable</i> [en italique chez Proudhon], comme disait je ne sais plus quel philosophe, c'est la faculté de disposer à volonté, non seulement de la valeur de son bien, mais encore de sa nature spécifique, de l'exploiter selon son plaisir, de s'y retrancher et de s'y clore, d'en excommunier les humains, comme le dirait M. Pierre Leroux ; en un mot d'en faire tel usage que la passion, l'intérêt, le caprice même suggèrent</p> <p>(Editions TOPS/Trinquier, p. 92.)</p>

Le lecteur qui prend la peine de lire le texte original – c'est mieux, quand on veut réfuter un auteur – se rend compte qu'en fait la citation ne correspond pas à ce que Proudhon pense : celui-ci est en train de *réfuter* un certain Pierre Leroux. Harmel a oblitéré l'allusion à Leroux dans le passage qu'il cite et, évidemment le CCI ne s'est rendu compte de rien. La citation ne reflète donc pas du tout le point de vue de Proudhon, mais celui qu'il veut réfuter, et qu'il

France Matin en 1974, il publie un tract politique sous la forme d'un journal : tiré à 2 millions d'exemplaires, le tract annonçait la mise en place du rationnement si François Mitterrand était élu. Ce tract fut financé par l'UIMM, l'organisation patronale de la métallurgie. En 1969, il fonde et préside l'Institut supérieur du travail (IST), devient un spécialiste du syndicalisme français, en particulier de la CGT. Il travaille avec l'Union des industries et métiers de la métallurgie. Proche d'un homme politique comme Alain Madelin, Claude Harmel devient, en 1976, secrétaire général de l'Institut d'histoire sociale (IHS). On voit que nos camarades du CCI ont de bonnes lectures.

réfute avec pas mal d'ironie : en effet, la phrase suivante, qui n'est pas mentionnée chez Harmel, dit ceci :

« Qu'est-ce qu'une jouissance en numéraire, une action sur une entreprise agricole ou industrielle, un coupon de grand-livre, à côté du charme infini d'être maître dans sa maison et dans son champ, sous sa vigne et sous son figuier ? *Beati possidentes* ³⁰ ! »

Mais il y a plus. Le CCI reproche à Proudhon d'avoir une vision manichéenne de la propriété et de voir le bon et le mauvais côté de la propriété. La lecture du texte original aurait évité au scribe du CCI de dire une ânerie. En effet, Proudhon distingue propriété et possession, ce qui n'est pas la même chose ; mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit ici. De la première, il dit qu'elle est « vol, rapine et brigandage » ³¹.

Là encore, on ne peut pas être plus clair.

♦ Ignorance des anarchistes, ou ignorance du CCI ?

Il y a chez les conseillistes une sorte de paternalisme insupportable envers les anarchistes, genre : les petits gars, vous êtes gentils mais un peu cons, alors écoutez-nous bien et on va vous expliquer. Le problème, malheureusement, est que ce paternalisme conseilliste est effectivement alimenté par l'ignorance de beaucoup d'anarchistes eux-mêmes. La citation tronquée et totalement incomprise de Proudhon, que j'ai relevée plus haut, ne peut avoir d'efficacité que lorsqu'on a affaire à des anarchistes qui eux-mêmes ne connaissent pas Proudhon. Ce dont nombre d'anarchistes sont ignorants, c'est de leurs propres auteurs.

Ce qui n'empêche pas le CCI de se contredire et de révéler ses propres ignorances. Ainsi, dans un chapitre intitulé « L'ignorance des anarchistes », le scribe du CCI reproche-t-il aux anarchistes de concevoir que « l'émancipation de l'humanité repose uniquement sur un effort de volonté ». Mais dans la phrase suivante, on accuse les anarchistes de ne pas comprendre le développement social et le rôle que « peuvent y jouer la lutte de classe et la volonté humaine » ³².

³⁰ « Bienheureux les possédants. » Parodie de l'évangile selon Matthieu, V.3, *Beati pauperes spiritu*.

³¹ *Système des contradictions économiques*. La manière dont Proudhon traite de la question de la propriété est extrêmement complexe, parce que tout simplement le phénomène historique de la propriété est très complexe ; cela ne peut pas être résumé en deux phrases.

³² Voici le passage complet :

« Encore dans la même lettre, tu écris qu'on retrouve cette ignorance chez les anarchistes [*Rappelons que le CCI répond à une lettre qui leur a été envoyée*]. En effet, chez eux, l'émancipation de l'humanité repose uniquement sur un effort de volonté et, par conséquent, le communisme aurait pu voir le jour à n'importe quelle époque historique.

« Ce faisant, ils rejettent toute connaissance scientifique du développement social et, du coup, sont incapables de comprendre quel rôle peuvent y jouer la lutte de classe et la volonté humaine. »

Faudrait savoir...

De même, le CCI accuse les anarchistes de s'imaginer que « le communisme aurait pu voir le jour à n'importe quelle époque historique ». Les anarchistes n'ont jamais dit cela. C'est un mensonge éhonté et j'ignore où le CCI a pu aller chercher ce genre d'ânerie. C'est faire injure à l'immense érudition historique de Proudhon. Certaines âneries sont tout simplement trop énormes pour être réfutées.

Pour Bakounine, une « révolution subite, non préparée par tout le développement nécessaire de tout le passé, et produite uniquement soit par le libre arbitre de quelques individus, soit même par la volonté collective, mais arbitraire, d'une immense association, serait un vrai miracle, par conséquent une impossibilité³³ ! » Je pense que cela répond assez clairement à l'accusation selon laquelle les anarchistes pensent que « l'émancipation de l'humanité repose uniquement sur un effort de volonté et, par conséquent, le communisme aurait pu voir le jour à n'importe quelle époque historique »³⁴.

♦ La période de transition

Je m'attarderai cependant sur la notion de « période de transition ». Selon le CCI, les anarchistes « nient l'inévitabilité d'une période de transition ». Cette affirmation péremptoire est la réponse des marxistes aux anarchistes qui nient la notion de « période de transition » telle que la conçoivent les marxistes. C'est un peu comme avec le concept de « politique » : Marx reprochait aux anarchistes de « ne pas faire de politique » parce qu'ils refusaient de présenter des candidats aux élections. La seule forme de « politique » envisageable par Marx étant la politique parlementaire, refuser de faire du parlementarisme était assimilé au refus de la politique. La « surdétermination » de la révolution russe sur le marxisme a conduit à oblitérer le fait que la stratégie politique de Marx se limitait à prendre le pouvoir par les élections.

Proudhon et Bakounine avaient beaucoup lu et réfléchi sur la Révolution française et leur connaissance des événements était au moins aussi bonne que celle de Marx³⁵. Ils savaient parfaitement bien que le passage de la monarchie à la république, d'un système social encore entaché de féodalisme à une société industrielle ne s'était pas fait du jour au lendemain. Ils avaient parfaitement conscience que le passage d'une société capitaliste à une société

³³ Bakounine, « Aux compagnons des sections internationales du Jura », fév.-mars 1872.

³⁴ Voir également : « Théorie politique et méthode d'analyse dans la pensée de Bakounine » http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Rene_Berthier_-_Teoria_politica_e_metodo_de_analise_no_pensamento_de_Bakunin.pdf

³⁵ Sur Proudhon, voir Daniel Guérin, *Proudhon Oui & Non*, « Introduction à la révolution française » et chapitres suivants, pp. 13-144.

Sur Bakounine, voir : René Berthier, « La Révolution française dans la formation de la théorie révolutionnaire de Bakounine », in *Les Anarchistes et la révolution française*, Éditions du Monde libertaire, 1990 (ouvrage collectif).

émancipée ne se ferait pas d'un coup de baguette magique. C'est donc leur faire injure que de dire qu'ils ignoraient le problème.

Par ailleurs, Bakounine avait de son côté longuement réfléchi à la transition de la société du Moyen Âge à l'âge moderne. Selon lui, la révolution française, commencée en 1789, ne s'achève qu'en 1830 : la période intermédiaire est une incontestable *transition* ³⁶.

Mais tous les exemples historiques étudiés, et qui pouvaient servir de modèles, avaient été des transitions *d'une société d'exploitation à une autre*. Or dans le cas de la révolution prolétarienne, il s'agit de tout autre chose. Le désaccord principal ne se fonde en fait pas sur l'idée de transition mais sur le « mode de passage » d'une société d'exploitation à une société *sans exploitation* – phénomène inédit –, qui ne saurait se faire en suivant le même processus. On peut dire que l'une des différences entre marxisme et anarchisme réside dans le fait que pour Marx, le « mode de passage » de la société aliénée à la société désaliénée se fait sur le modèle, inspiré de la révolution française, du passage de la société féodale à la société bourgeoise. Pour Bakounine, le mode de passage d'une société d'exploitation à une société sans exploitation ne peut pas suivre ce schéma. Chaque classe montante avait développé dans la société ancienne les bases matérielles de sa nouvelle domination. Ce n'est pas le cas du prolétariat : le seul « actif » qu'il développe au sein de la société capitaliste, ce n'est pas la propriété, c'est l'organisation, les modalités par lesquelles les travailleurs s'associent entre eux pour lutter contre le capitalisme. Ces formes d'association, certes embryonnaires, préfigurent les formes de la société désaliénée.

En somme, l'organisation de classe des travailleurs, c'est-à-dire l'organisation dans laquelle ils s'associent non pas en tant que « citoyens » mais sur la base de leur rôle dans le processus de production, qui est l'instrument de lutte sous le capitalisme, constitue le modèle d'organisation politique de la société après la révolution. C'est là une idée de base du bakouninisme et, plus tard, de l'anarcho-syndicalisme.

Et puisque nous sommes en train de débattre avec les conseillistes, je dirai que parmi ceux qui ont le plus clairement exposé cette idée se trouve Anton Pannekoek :

« La lutte de classe révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie et ses organes étant inséparable de la mainmise des travailleurs sur l'appareil de production, et de son extension au produit social, la forme d'organisation unissant la classe dans sa lutte constitue simultanément la forme d'organisation du nouveau processus de production ³⁷. »

Selon Bakounine, c'est à travers la lutte quotidienne que le prolétariat se constitue en classe, c'est pourquoi le mode d'organisation des travailleurs

³⁶ Bakounine est par ailleurs un remarquable analyste de la période de la Restauration.

³⁷ Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, EDI, p. 273.

doit se conformer à cette nécessité. Marx de son côté préconise la constitution de partis politiques nationaux ayant pour objectif la conquête du parlement. C'est ici, dit le révolutionnaire russe, que nous nous séparons tout à fait des social-démocrates d'Allemagne :

« Les buts que nous proposons étant si différents, l'organisation que nous recommandons aux masses ouvrières doit différer essentiellement de la leur³⁸. »

Cette idée n'est pas une « invention » de Bakounine, car la citation date de 1872 et on la retrouve dans un court texte de César De Paepe datant de 1869, intitulé significativement « Les institutions actuelles de l'Internationale au point de vue de leur avenir »³⁹. Le militant belge part de l'idée que les institutions que le prolétariat se constitue sous le capitalisme préfigurent les institutions de l'avenir : « Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà le type de la société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur. » C'est exactement l'idée formulée par Pannekoek.

Par la conquête parlementaire de l'Etat, Marx se contente de reprendre le schéma de la révolution bourgeoise. Bakounine, lui, préconise d'organiser le prolétariat « tout à fait en dehors de la bourgeoisie »⁴⁰, c'est-à-dire en dehors des institutions politiques bourgeoises : l'Etat, le Parlement. Pour Bakounine, l'Etat n'est pas une institution neutre dont le caractère bourgeois ou prolétarien dépendrait, comme le pense Marx d'une façon tout à fait idéaliste, du parti qui se trouve à sa tête : c'est une institution bourgeoise *par essence*. La classe ouvrière ne peut donc réussir « sa » révolution qu'en créant de nouvelles institutions, adaptées à sa nature, telles qu'elles garantissent son hégémonie politique. Cependant, Bakounine n'imagine pas que les choses puissent se faire du jour au lendemain :

« L'abolition de l'Etat, tel est donc le but politique de l'Internationale, dont la réalisation est la *condition préalable* ou l'accompagnement nécessaire de l'émancipation économique du prolétariat. Mais ce but ne saurait être atteint d'un seul coup, car dans l'histoire, comme dans le monde physique, rien ne se fait d'un seul coup. Même les révolutions les plus soudaines, les plus inattendues et les plus radicales ont toujours été préparées par un long travail de décomposition et de nouvelle formation,

³⁸ « Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura », Œuvres III, 74.

³⁹ Cité dans Bakounine, Œuvres, éd. Lebovici, tome III, appendice III, p. 255-256. Cf. *Le Progrès* du Locle, n° 9 du 1^{er} mars 1869, l'article "L'Internationale et ses institutions de l'avenir".

⁴⁰ « Nous pensons que le prolétariat doit chercher tous les éléments de sa force exclusivement en lui-même, et qu'il doit l'organiser tout à fait en dehors de la bourgeoisie, contre elle et contre l'Etat, considéré par elle et avec beaucoup de raison, comme le dernier et le plus puissant moyen de salut. » (« Aux compagnons de la fédération jurassienne », Œuvres, Champ libre, III, p. 74.)

travail souterrain ou visible, mais jamais interrompu et toujours croissant. Donc pour l'Internationale aussi il ne s'agit pas de détruire du jour au lendemain tous les États. L'entreprendre ou le rêver serait une folie⁴¹. »

« Le temps où l'on croyait aux miracles » est passé, ajoute le révolutionnaire russe, c'est-à-dire « l'interruption arbitraire du cours naturel et fatal des choses soit dans le monde physique, soit dans l'humaine société, par une puissance occulte et absolument spontanée »⁴². Dans l'esprit de Bakounine, la période de transition n'implique aucunement une période indéfinie pendant laquelle les masses devraient attendre que des conditions mythiques soient réalisées, période pendant laquelle elles seraient exclues de tout pouvoir de décision.

Il y a certes des textes où Bakounine s'oppose à l'idée de période de transition : en effet, ce n'est pas tant à la *transition* qu'il s'oppose qu'à la transition mise en œuvre par les institutions étatiques, qu'il s'agisse de « conventions nationales » ou de « dictatures révolutionnaires ». Il prend vigoureusement position contre le principe de transition lorsque celle-ci est placée sous la « tutelle bienfaisante exercée sous quelques formes que ce soit, par les minorités intelligentes, et naturellement désintéressées, sur les masses »⁴³. A cela il oppose « l'abolition de tous les gouvernements, de tout ce qu'on appelle domination, tutelle et pouvoir, y compris évidemment la soi-disante révolutionnaire et provisoire, que les Jacobins de l'Internationale, disciples ou non disciples de Marx nous recommandent comme un moyen de transition absolument nécessaire, prétendent-ils, pour consolider et pour organiser la victoire du prolétariat »⁴⁴.

Dans le monde réel, y compris le monde humain, « il n'y a jamais eu de création, il n'y a que transformation nécessaire ». L'Internationale n'est donc pas la « cause première de la grande révolution qui se prépare, qui se fait déjà dans le monde ; elle en est la manifestation, l'instrument à la fois producteur et produit. Elle est le dernier mot de l'histoire : surgie du fond même des nécessités sociales actuelles, elle est le signe infaillible de la décomposition du vieux monde, et la promotrice puissante mais non arbitraire, et puissante précisément parce qu'elle n'est point arbitraire, d'une organisation nouvelle devenue, par la force même des choses et par suite du développement fatal de l'humaine société, généralement nécessaire »⁴⁵. La dissolution du vieux monde et la formation du nouveau, dit Bakounine, « s'enchaînent » : « La

⁴¹ « Aux compagnons de la fédération jurassienne », Œuvres, Champ libre, III, 75-76.

⁴² Ce passage est presque le même que celui de Marx disant que la société « ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel » (Préface au *Capital*).

⁴³ Lettre à Anselmo Lorenzo, 10 mai 1872.

⁴⁴ *Ibid*

⁴⁵ *Ibid*.

seconde est une conséquence fatale de la première. La transition entre elles s'appelle révolution⁴⁶. » (*Je souligne.*)

On peut encore se référer à un texte de Christian Cornelissen, *Le Communisme libertaire et la période de transition* :

« ...une civilisation communiste est un organisme qui évolue de la même manière que tout évolue dans la nature, et il ne faut pas oublier, donc, que, née à partir de la forme de civilisation capitaliste qui la précéda, elle portera, durant des siècles entiers, les traces de ses origines. Nous ne pourrions pas décrire, par conséquent, les principes fondamentaux d'une civilisation communiste libertaire sans admettre la nécessité de l'existence d'une période de transition pendant laquelle les usages et les coutumes de la civilisation capitaliste ancienne exerceraient encore une forte influence dans toutes les institutions communistes⁴⁷. »

On voit que les platitudes des marxistes de tout bord sur le refus de toute période de transition par les anarchistes n'a pas de fondement⁴⁸.

♦ **Autogestion, coopératives ouvrières de production, etc.**

Là où nos amis du CCI disent le plus d'âneries est sans doute lorsqu'ils parlent de l'autogestion. L'autogestion n'était pas à l'origine une revendication du mouvement anarchiste et lorsque les anarchistes s'en réclament aujourd'hui il ne s'agit jamais d'une autogestion limitée à l'entreprise. L'idée est apparue un peu avant mai 68 dans les couches du mouvement communiste, en particulier chez les intellectuels, qui se cherchaient une nouvelle virginité révolutionnaire et qui voulaient se démarquer du stalinisme. L'expérience de l'autogestion yougoslave leur a servi de modèle mais ce modèle n'a pas particulièrement attiré les anarchistes. Le thème de l'autogestion a traversé les événements de mai 68 et a ensuite été un temps récupéré par la CFDT qui, elle aussi, voulait se faire une virginité prolétarienne. Ensuite des universitaires, émerveillés de

⁴⁶ « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura –Février-mars 1872, Œuvres, Champ libre, III, 76.

⁴⁷ Christian Cornelissen, *Le Communisme libertaire et le régime de transition*. 1932. On pense irrésistiblement à Marx dans la *Critique du programme de Gotha* : « La société communiste que nous avons ici à l'esprit, ce n'est pas celle qui s'est développée sur ses bases propres, mais au contraire, celle qui vient d'émerger de la société capitaliste ; c'est donc une société qui, à tous les égards, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancien ordre où elle a été engendrée. »

Cornelissen ajoute : « De la même façon, si nous voulons juger de la possibilité de réaliser aujourd'hui l'idéal communiste libertaire, ou de s'en approcher, il nous faudra reconnaître la réalité des faits dans ce sens qu'il ne faut pas sous-estimer la puissance de nos adversaires principaux : les capitalistes organisateurs des industries, des transports et du commerce; les propriétaires terriens, le clergé qui les soutient et l'État actuel qui est son instrument. »

⁴⁸ Cf. « Esquisse d'une réflexion sur la "période de transition" »

<http://monde-nouveau.net/spip.php?article324>

constater que les ouvriers étaient capables de gérer leurs usines, se sont mis à étudier le phénomène, à publier des articles et éditer des revues – en occultant la plupart du temps le fait que les anarcho-syndicalistes espagnols avaient été les initiateurs d’une expérience de gestion collective de l’économie qui a duré plusieurs années et qui s’est étendue à la moitié du pays, et qui ne s’est achevée qu’à la suite d’une défaite militaire.

Il est vrai que des anarchistes ont pu reprendre le mot, mais lorsque ceux-ci parlent d’autogestion, ce n’est pas une autogestion limitée à l’entreprise mais une autogestion globale, autrement dit une gestion collective de la production industrielle et agricole, des transports et de la distribution dans le cadre d’une organisation fédéraliste qui englobe *toute* la société. Les nombreux militants anarcho-syndicalistes espagnols que j’ai connus n’ont jamais réduit leur perspective à la gestion ouvrière de leur entreprise.

Ceux qui aujourd’hui limitent leur perspective à l’autogestion de l’entreprise se situent totalement en dehors du projet anarchiste.

Voyons ce que disait Bakounine sur cette question⁴⁹. Il va de soi que le mot « autogestion » n’existait pas autour des années 1870, mais ce que dit le révolutionnaire russe des coopératives ouvrières de production s’applique parfaitement aux entreprises « autogérées ».

« Tandis que les socialistes révolutionnaires⁵⁰, convaincus qu’il est impossible d’émanciper le prolétariat dans les conditions actuelles de l’organisation économique de la société, demandent la liquidation sociale et surtout l’abolition de la propriété privée héréditaire, les socialistes modérés veulent, au contraire, conserver toutes les principales bases et principes fondamentaux du présent système économique et prétendent que, même sous ce système et dans ces conditions, nécessaires au progrès de la civilisation, les travailleurs peuvent s’émanciper et améliorer substantiellement leur situation matérielle par la seule vertu magique de la libre association. Aussi recommandent-ils au monde ouvrier la formation de sociétés de secours mutuel, de banques ouvrières et d’associations coopératives de consommation et de production comme le seul moyen de salut... » (« L’Alliance Universelle de la Démocratie Sociale. Section russe », mars 1870.)

Les banques ouvrières, dit Bakounine, « uniquement alimentées par les maigres économies, la plupart du temps impossibles, des masses laborieuses, ne seront jamais en état de soutenir la concurrence des puissantes banques universelles de l’oligarchie bourgeoise ». Cette situation est le résultat de la

⁴⁹ Cf. « Bakounine - Textes sur les coopératives », http://monde-nouveau.net/ecriture/?exec=articles&id_article=380

⁵⁰ Bakounine n’utilisait qu’avec réticence le mot « anarchiste » et se qualifiait de « socialiste révolutionnaire » ou de « collectiviste ». Cf. « L’usage du mot “anarchie” chez Bakounine », http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Usage_du_mot_anarchie.pdf

concentration du capital ; c'est pourquoi « les associations de production ne sont possibles que dans les branches industrielles qui ne sont pas monopolisées par le grand capital, aucune association ouvrière n'étant en mesure de concurrencer pratiquement celui-ci sur le plan de la production marchande ». (*Ibid.*)

En outre, la tendance du capitalisme étant de « mettre la main sur toutes les branches industrielles sans aucune exception », les associations ouvrières sont « appelées à subir le même sort que celui de la petite et moyenne bourgeoisie : une misère générale, inéluctable, une soumission servile au capital oligarchique ».

« On conçoit qu'au cours des dernières dix années, lorsque le pacifique système coopératif était encore au beau milieu de ses rêves et de ses espérances aujourd'hui déçues, le socialisme bourgeois trouva son terrain le plus favorable non parmi les travailleurs des fabriques, mais dans les milieux liés aux métiers et principalement dans les deux dernières catégories de ceux-ci, les plus privilégiées et les plus proches du monde bourgeois. L'échec général de la coopération fut une leçon bienfaisante pour la néfaste aristocratie ouvrière. » (*Ibid.*)

Le système coopératif n'est cependant pas mauvais en soi, *au contraire*, pense Bakounine :

« Nous sommes au contraire convaincus que ce système, organisé largement et surtout internationalement et remplaçant partout le système actuel de la production commandité par le capital bourgeois, contient en lui tous les germes de l'émancipation économique des masses ouvrières. Mais nous sommes également convaincus, qu'il ne pourra développer réellement tous ces germes que sur la base unique de l'égalité économique et sociale, alors que les capitaux, les établissements d'industrie, les matières premières et les instruments de travail, naturellement la terre y compris, cessant d'être la propriété héréditaire des individus, deviendront la propriété collective des associations ouvrières productives, tant industrielles qu'agricoles librement organisées et fédérées entre elles. » (Lettre aux rédacteurs du *Proletario italiano*, 16-28 novembre 1871.)

Mais « tant que l'ouvrier sera forcé par la misère, par la faim à vendre son travail comme une vile marchandise, son travail sera nécessairement traité comme telle, et sera taxé par les conditions réelles de la demande et de l'offre » (*Ibid.*). Et le système coopératif ne pourra rien y changer. Les coopératives de consommation pourront apporter un « allègement passager » à l'existence d'un nombre restreint d'ouvriers, mais si elles se développent cela aura des conséquences sur le prix des objets de première nécessité et cela provoquera une diminution des salaires, « De sorte qu'en dernier compte, tout

le profit de ces sociétés serait pour les fabricants et pour les capitalistes, mais non pour les ouvriers. » (*Ibid.*)

« Mais dans les conditions économiques actuelles, les ouvriers peuvent-ils fonder sérieusement des sociétés coopératives de production? Ce qui revient à demander, peuvent-ils par leur pauvres épargnes et par le crédit que leur ouvriraient les banques populaires, former des capitaux capables de lutter contre les grands capitaux bourgeois ? » (*Ibid.*)

Dans l'industrie moderne, les grandes manufactures produisent à meilleur marché que les « établissements industriels petits et moyens » et tendent à écraser et à dévorer ces derniers :

« Et maintenant je demande de nouveau : les pauvres petits capitaux que les ouvriers peuvent former avec peine, soit par leurs misérables épargnes, soit par ce pauvre crédit de leurs banques populaires, pourront ils lutter sérieusement contre les immenses capitaux de l'oligarchie financière? Il est évident que non. Donc l'établissement de société coopératives de production, dans les conditions actuelles, est impossible. » (*Ibid.*)

Cela n'est possible que « dans les très petites industries qui n'ont pas encore été envahies par le grand capital et qui ne s'exercent que dans de très petits établissements, n'occupant tout au plus que quelques dizaines d'ouvriers » (*Ibid.*). En outre, les coopératives de production présentent un réel danger « au point de vue de l'émancipation ouvrière » : celui de...

« ...créer au sein même des masses ouvrières une classe nouvelle d'exploiteurs du travail du prolétariat. Il arrive quelquefois – et cela est précisément arrivé dans l'association coopérative de Rochdale – que quelques dizaines de travailleurs par un miracle d'énergie, d'union, d'intelligence et de sacrifice parviennent non seulement à fonder, mais à faire prospérer un petit établissement coopératif de production. Ils deviennent ainsi les propriétaires collectifs d'un certain capital plus ou moins considérable qui leur permet d'étendre leur industrie et d'employer un plus grand nombre de mains ouvrières. Ils recrutent de nouveaux ouvriers. Comment les reçoivent-ils? Comme associés et par conséquent comme copropriétaires collectifs d'un capital qu'ils n'ont pas contribué à former? Non, car au point de vue bourgeois, cela paraît injuste. Donc ils les prennent comme simples ouvriers salariés vis à vis desquels ils représentent tous ensemble un bourgeois collectif exploiteur. » (*Ibid.*)

Le mode coopératif d'organisation n'est pas désigné comme intrinsèquement mauvais, il est même un modèle pour l'avenir, mais du point de vue de l'émancipation ouvrière il est simplement impossible à réaliser dans une société capitaliste. C'est pourquoi l'Internationale se préoccupe

moins de fonder un système coopératif que d'organiser les forces ouvrières. « C'est pour cela précisément qu'elle s'occupe moins de coopération que de grèves. » (*Ibid.*) Ce que dit Bakounine sur les coopératives règle, cela va de soi, le débat sur l'« autogestion » – terme qui n'existait pas en 1870.

♦ Les anarchistes contre le « socialisme d'entreprise »

On peut lire dans un article paru dans le *Monde libertaire* courant 1984⁵¹ :

« Le concept d'autogestion est en lui-même assez confus. En général, en dehors du mouvement libertaire, le terme est interprété simplement dans le sens de gestion séparée des usines par des collectifs de travailleurs. Cette conception fait de l'économie sociale un morcellement d'unités de production autonomes les unes par rapport aux autres, et éventuellement en concurrence les unes par rapport aux autres. (...)

« Limitée à la gestion de l'entreprise, l'autogestion n'a rien de socialiste si on entend par socialisme la suppression de la propriété privée des moyens de production, du salariat et de l'économie de marché. »

(...)

« L'autogestion limitée à la gestion de l'entreprise par les travailleurs implique que ces derniers y organisent leur travail de façon entièrement autonome, mais aussi qu'ils y déterminent de façon autonome, au niveau de leur unité de production, l'affectation du surproduit, l'affectation des revenus, des investissements, etc.

« Mais si une telle situation peut donner aux travailleurs l'illusion de détenir un pouvoir de décision, elle ne transforme pas les rapports de production capitalistes. Nous aurons simplement un capitalisme où les entreprises auront un mode de gestion un peu particulier, mais où tous les mécanismes du capitalisme seront maintenus, en particulier l'économie de marché et le salariat. (...)

« Le fait que les entreprises soient autogérées, si on maintient les fondements du capitalisme que sont l'économie de marché et le salariat, n'empêchera nullement que ces entreprises décideront prioritairement d'investir dans les secteurs où elles optimiseront leurs profits, indépendamment des besoins sociaux. Les gadgets contre les crèches.

« Si chaque entreprise, après les prélèvements fiscaux, salariaux et sociaux habituels, conserve la disposition du surproduit, on se retrouve dans la même situation que l'entrepreneur individuel qui tentera de mettre en œuvre toutes les méthodes éprouvées pour accroître les profits et éliminer la concurrence.

« La concurrence entre les entreprises divisera les travailleurs, car l'autogestion morcelée, qui n'est qu'un développement du système

⁵¹ « Fédéralisme, socialisme, antidémagogisme ». Je n'ai malheureusement pas la date exacte. Cf. <http://www.monde-nouveau.net/spip.php?article314>.

coopératif dans une économie de marché, place les travailleurs devant les choix habituels de toute gestion capitaliste : rationaliser, accélérer les cadences pour faire face à la concurrence, licencier ; éventuellement, les travailleurs pourront s'accorder démocratiquement des sous-salaires. Cela revient à autogérer sa propre exploitation.

« Déjà, à l'intérieur de la société capitaliste actuelle, existent des entreprises "autogérées" – les coopératives ouvrières de production. Quel que soit le caractère exemplaire de leur fonctionnement interne, elles se plient d'elles-mêmes aux lois du marché. C'est une nécessité. Pour survivre elles sont obligées de se créer dans des secteurs où il est possible de réaliser des profits, car c'est une caractéristique du capitalisme que le critère qui détermine la création d'une entreprise est la réalisation de profits. En conséquence, que ce soit les coopératives dans le capitalisme d'aujourd'hui, ou l'autogestion dans un pseudo-socialisme d'entreprises, le critère de détermination des investissements sera la rentabilité, et non l'utilité sociale. (...)

« Dans un régime d'autogestion morcelée, où la régulation de la production se fait par les lois du marché, le problème des investissements sociaux non productifs reste posé. Qui déterminera leur affectation et comment ? On en revient donc au problème de l'Etat, instance centrale indépendante où, par nature, la question de l'autogestion ne se pose pas. Morcelée dans des entreprises autogérées mais occupées à se concurrencer entre elles, la classe ouvrière laisserait l'administration des secteurs non rentables mais socialement utiles à un pouvoir central qui générerait en son nom l'affectation du surproduit social.

« Or, précisément, le socialisme libertaire se distingue par ceci, qu'il préconise la gestion du surproduit social par la classe ouvrière, ou d'une façon générale par la population laborieuse, associée, ce qui signifie en termes plus simples, la destruction de l'Etat. »

Il faudrait citer la totalité de l'article, qui dément la vision complètement farfelue du CCI concernant les positions anarchistes sur l'autogestion, et qui situe à leur juste place les propos imbéciles sur les « usines autogérées » qui en viendraient à « rétribuer les ouvriers en moissonneuses-batteuses ».

♦ « Le caractère historique et transitoire de la loi de la valeur »

Sur la question de la « théorie de la valeur » chez Marx, je me garderai bien de m'engager dans un débat. Si je suis prêt à m'accorder avec l'auteur de l'article du CCI sur « le caractère historique et transitoire de la loi de la valeur », j'ajouterai qu'il faut aussi tenir compte du « caractère historique transitoire *des théories* sur la loi de la valeur », y compris celles de Marx et celles du CCI.

C'est d'ailleurs le propre de toute théorie scientifique, n'en déplaise à Lénine (voir citation ci-dessus sur le marxisme comme « bloc d'acier »),

d'être nécessairement transitoire et de ne valoir que tant qu'une autre théorie ne vient pas la supplanter. Le problème, avec les marxistes, c'est qu'il n'est pas envisageable qu'une théorie puisse supplanter celle de Marx : toute réflexion théorique et critique s'arrête à Marx ; après Marx, il ne saurait y avoir que des commentaires de la pensée du maître. S'il est indéniable que les travaux économiques de Marx ont effectivement un caractère scientifique, après Marx ces travaux deviennent des dogmes auxquels « on ne peut retrancher aucun principe fondamental », comme dit Lénine. Je précise cependant que le fait qu'un travail ait un caractère scientifique ne signifie en rien que les conclusions qu'on en tire soient indéfiniment valables.

Dans la mesure où, au sein même du courant marxiste, des polémiques féroces opposent les différents interprètes de la pensée de Marx sur la valeur, je me garderai de prendre position. Ça ne veut pas dire que les interrogations sur la théorie de la valeur ne sont pas importantes, ça veut dire que la thèse de la nécessité de « supprimer la loi de valeur » ne suffit en aucun cas à définir ce qu'est une société libérée de l'exploitation. Je pense malheureusement que pas grand monde ne sait ce qu'est une société « libérée de la loi de la valeur ». Et je pense qu'il ne faut pas attendre des théoriciens marxistes qu'ils nous éclairent là-dessus ⁵².

En effet, le dogme de la « suppression de la valeur » comme impératif initial sert avant tout à esquiver toute explicitation sur la manière dont fonctionnerait une société « libérée de la valeur » – en dehors des quelques banalités poétiques d'usage et d'un fatras de formulations utopiques. C'est une attitude qui confine à la religiosité ; la suppression de la loi de la valeur est devenue une croyance, un acte de foi. Les midinettes attendent le prince charmant, les mystiques attendent le Messie, le CCI attend l'abolition de la loi de la valeur.

D'une part, la « loi de la valeur » n'est absolument pas une « loi » mais simplement une hypothèse de travail. D'autre part, si on attribue à la « loi de la valeur » un caractère scientifique, une loi scientifique de s'« abolit pas ». La « loi de la valeur » n'est pas une « loi » mais un concept qui reste commode pour expliquer d'une manière approximative le fonctionnement des mécanismes du système capitaliste.

⁵² Dans le présent texte, je n'ai fait aucune référence au *Traité général de science économique* de Christian Cornelissen, économiste anarchiste méconnu (même des anarchistes), dont les thèses mériteraient d'être connues. Son *Traité*, paru dans les années 1920-1930, est l'équivalent anarchiste du *Capital*.

Christian Cornelissen, *Traité général de science économique*, Paris, Marcel Giard (Bibliothèque internationale d'économie politique).

Tome 1 : *Théorie de la valeur avec une réfutation des théories de Rodbertus et Karl Marx*, Walras, Stanley Jevons et Boehm-Bawerk, 1926, 476 p.

Tome 2 : *Théorie du salaire et du travail salarié*, 1933, 724 p.

Tome 3 : *Théorie du capital et du profit*, 1926, 2 vol., 466-662 p.

Tome 4 : *Théorie de la rente foncière et du prix des terres*, 1930, 380 p.

La loi de la valeur n'a pas été « découverte par Marx » comme on peut le lire de manière surprenante sous la plume du scribe du CCI⁵³. Adam Smith (1723-1790) avait émis deux hypothèses pour expliquer la valeur – je dis bien *hypothèses* : la première consistait à voir dans la valeur l'addition de la rente perçue par le rentier, du profit prélevé par le marchand et du salaire du travailleur. L'autre hypothèse, qu'il préférerait, considère que la valeur est le reflet du temps de travail incorporé à la marchandise.

« ...le travail, cela apparaît de manière évidente, est la seule mesure universelle, de même que la seule mesure exacte de la valeur, ou le seul étalon grâce auquel nous pouvons comparer les valeurs des différentes marchandises en tout temps et en tout lieu⁵⁴ »

Ce n'est pas Marx qui dit cela, mais Adam Smith. Le problème est que cette hypothèse ne permet pas de résoudre le problème posé par la *nature* des différents temps de travail : huit heures de travail passées par un chirurgien à faire une transplantation cardiaque n'aura pas, quoi qu'on dise, la même « valeur » que huit heures passées à visser un boulon sur une chaîne d'usine. Encore que Bakounine règle cette question de manière assez convaincante, en introduisant dans le calcul le temps passé à former le chirurgien. Les conclusions qu'il tire sont intéressantes :

« Il arrive très souvent qu'un ouvrier fort intelligent est forcé de se taire devant un sot savant qui le bat, non par l'esprit qu'il n'a pas, mais par l'instruction, dont l'ouvrier est privé, et qu'il a pu recevoir, lui, parce que, pendant que sa sottise se développait scientifiquement dans les écoles, le travail de l'ouvrier l'habillait, le logeait, le nourrissait et lui fournissait toutes les choses, maîtres et livres, nécessaires à son instruction. » (Bakounine, « L'instruction intégrale », *Le socialisme libertaire*.)

En somme, si on s'en tient à l'argument du temps de travail nécessaire à former le chirurgien, celui-ci n'a aucune légitimité à réclamer une rémunération supérieure à celle de l'ouvrier qui a travaillé pour lui permettre d'étudier... Mais les chirurgiens seront peut-être difficiles à convaincre.

⁵³ On peut lire dans le texte du CCI la phrase suivante : « La loi de la valeur découverte par Marx (*sic*) ne consiste pas seulement à élucider l'origine de la valeur des marchandises, elle résout l'énigme de la reproduction élargie du capital... »

⁵⁴ Smith, A. 1776]. *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, p. 38, Edwin Cannan M.A. Ltd, London: Methuen & Co., Ltd. 1904. (« Labour, therefore, it appears evidently, is the only universal, as well as the only accurate measure of value, or the only standard by which we can compare the values of different commodities at all times and at all places. »)

Concernant la dictature du prolétariat

La « dictature du prolétariat » est un autre de ces concepts fantômes de Marx, sur lequel les marxistes après lui se sont abondamment étendus et qu'ils ont porté au niveau d'un dogme⁵⁵. Je dis que c'est un concept fantôme parce que Marx, qui emprunte l'expression à la « dictature de la plèbe » de Blanqui, ne l'utilise pratiquement pas. On retrouve l'expression dans *Les Luttres des classes en France* (1850) alors que Marx est influencé par Blanqui, puis dans une lettre à Weydemeyer datant de 1852⁵⁶, puis de nouveau en 1875 dans la *Critique du programme de Gotha*.

Concernant *Les Luttres des classes en France*, Maximilien Rubel écrit :

« Bien que le terme de “dictature de la classe ouvrière” – ou du “prolétariat” – apparaisse ici pour la première fois, sa présence en tant que *concept* est implicitement supposée dès les premiers écrits de Marx : la critique de la philosophie hégélienne du droit et de l'Etat renvoie déjà à une conception de la “démocratie” au sens plénier du mot, c'est-à-dire conforme à la substance sémantique comme “règne du peuple”⁵⁷... »

Ce qui est une manière de dire que les premiers mots que prononça le bébé Marx ne furent pas « Maman ! » mais « Dictature du prolétariat ». En effet, si ce concept est « implicitement supposé dès les premiers écrits de Marx », on se demande bien pourquoi il n'est pas mentionné dans le *Manifeste communiste*, pourquoi il est simplement évoqué dans une lettre à un ami et dans un commentaire du programme de Gotha qui n'était pas destiné à la publication...

Concernant la lettre à Weydemeyer (5 mars 1852), Maximilien Rubel, encore lui, dit ceci :

« Marx devait tenir Weydemeyer en haute estime, pour lui avoir divulgué sous la forme d'une révélation quasi confidentielle la signification profonde de sa théorie et de son action politiques⁵⁸. »

Donc l'affirmation de la dictature du prolétariat, concept qui passe pour être central dans la théorie marxiste, est révélée sous la forme d'une

⁵⁵ Cf. « Pouvoir, classe ouvrière et “dictature du prolétariat” », http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Marx_et_la_dictature_du_proletariat.pdf

⁵⁶ Lettre de Marx à Weydemeyer, 5 mars 1852 :
« Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est :
« de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ;
« que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ;
« que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes. »

⁵⁷ Note sur *Les luttres des classes en France*, Pléiade, Politique, p. 1285.

⁵⁸ Pléiade, Politique I, note p. 1680.

déclaration « quasi confidentielle » ! Pourquoi un penseur politique révélerait-il de manière confidentielle « la signification profonde de sa théorie et de son action politiques » ?

Enfin, l'expression refait surface pour la dernière fois quelque 25 ans plus tard, dans la *Critique du programme de Gotha*, un texte qui n'a pas été publié du vivant de Marx et qui était initialement destiné à un public restreint.

On y lit :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*. »

On a donc là un document où se trouve en principe un point essentiel de la doctrine marxiste, mais que... Marx ne destinait pas à la publication ! (Confirmant ainsi le commentaire de Rubel sur la « révélation quasi confidentielle ».)

Ces deux phrases de la « Critique du programme de Gotha » ont déterminé un siècle et demi d'exégèses et de dissertations savantes sur la « dictature du prolétariat » qui a été inscrite en lettres d'or sur tous les programmes socialistes et communistes. L'idée de dictature du prolétariat a été reprise par l'ensemble du mouvement socialiste en tenant pour acquis que c'était un point charnière de la doctrine marxiste : la SFIO d'Edouard Vaillant s'en revendiquait. Le Parti ouvrier français de Jules Guesde également. Léon Blum affirma en 1920 au congrès de Tours que la dictature du prolétariat devait être celle de la classe, pas celle du parti. Il revint sur la question au congrès de la SFIO de 1946 ! Elle figurait dans tous les programmes socialistes. Et évidemment le parti bolchevik et la pléiade de groupes gauchistes qui se sont constitués dans la foulée de la révolution russe.

Le texte ne sera publié qu'en 1891, onze ans après la mort de Marx. C'est dire à quel point il avait peu d'importance aux yeux de Marx. La question, encore une fois, serait de s'interroger pourquoi le concept de dictature du prolétariat a pris tant d'importance pour les marxistes après Marx.

Parler de « nécessité de la dictature du prolétariat » chez Marx me semble donc un peu abusif parce qu'il n'apparaît jamais comme une exigence programmatique : c'est un simple constat historique ou sociologique.

Je m'explique. Marx ne dit jamais :

- « Programme du parti communiste :
- « 1. Instauration de la dictature du prolétariat ;
- « 2. Étatisation des salons de coiffure ;
- « 3. On rase gratis...
- « Etc.»

Ça, c'est un programme politique. Or, lorsqu'on examine les rares fois où Marx parle de dictature du prolétariat, on s'aperçoit que c'est simplement un constat historique ou sociologique. C'est un *état de fait*, ce n'est pas quelque chose qu'un pouvoir politique *instaure*. Or après Marx, la dictature du prolétariat sera inscrite dans tous les programmes politiques socialistes.

Compte tenu de l'ampleur de l'œuvre de Marx – quatre volumes publiés jusqu'à présent dans l'édition de la Pléiade – la « dictature du prolétariat » y est remarquablement rare⁵⁹ pour un concept qui passe pour être aussi essentiel à la doctrine.

Il est cependant significatif que dans le discours marxiste, la « forme politique du pouvoir conquis par la classe ouvrière » soit désignée sous le terme de *dictature* du prolétariat et non sous celle de *démocratie ouvrière*, ce qui aurait pu revenir au même dans la mesure où celle-ci aurait eu entre autres choses pour fonction de mettre en œuvre les dispositions empêchant un retour à l'ordre ancien. On n'est pourtant pas dans la problématique de la bouteille à moitié pleine ou à moitié vide : les mots n'étant pas innocents, ils ont des conséquences concrètes.

A l'époque de Marx, le cadre institutionnel dans lequel s'exerce la « dictature du prolétariat » est, en gros, l'État bourgeois dont le Parlement doit être conquis par les élections. Ce processus est rendu possible grâce au fait que le prolétariat constitue (pense Marx) l'écrasante majorité de la population, ou éventuellement par des alliances électorales grâce auxquelles la petite bourgeoisie et la paysannerie ne pourront que « se soumettre rapidement aux revendications de la classe ouvrière », selon les termes d'Engels dans son *Catéchisme*. Certes, dans certaines circonstances la force devra être utilisée, mais dans les pays où subsistent encore des formes politiques féodales. Mais dans les pays où existe la liberté politique, la force ne sera pas nécessaire.

Les quelques allusions que fait Engels à la Commune de Paris comme « forme enfin trouvée » de la dictature du prolétariat. sont trop manifestement opportunistes pour être prises au sérieux : même Franz Mehring, le biographe pourtant très orthodoxe de Marx n'y croit pas. Très rapidement on en revient à la stratégie parlementaire à laquelle se consacre la social-démocrate allemande⁶⁰.

⁵⁹ Je ne fais évidemment pas allusion aux notes, commentaires et autres exégèses ajoutées par d'autres que Marx dans les différentes éditions de ses œuvres, et qui toutes érigent en système un concept qui n'apparaît que quatre ou cinq fois dans l'ensemble de ses titres et qui n'est *jamais* explicité.

⁶⁰ Mehring fait remarquer que *La Guerre civile en France* est difficilement conciliable avec le Manifeste et que Marx y développe un point de vue proche de celui de Bakounine. « Si brillantes que fussent ces analyses, dit en effet Mehring, elles n'en étaient pas moins légèrement en contradiction avec les idées défendues par Marx et Engels depuis un quart de siècle et avancées déjà dans le Manifeste communiste. » (...) « Les éloges que l'Adresse du Conseil général adressait à la Commune de Paris pour avoir commencé à détruire radicalement l'Etat parasite étaient difficilement conciliables avec cette dernière conception. » (...) « On comprend

On a beau chercher, on ne sort pas de ce schéma. La « conquête du pouvoir politique » à laquelle Marx et Engels voulaient engager le prolétariat, c'était cela. Et lorsqu'ils reprochaient aux « anti-autoritaires » de l'AIT de ne pas vouloir faire de politique, c'était de cette politique-là qu'ils parlaient. Ce constat donne tout son sens à l'avertissement que donnait Bakounine :

« L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur, toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité⁶¹. »

Marx n'a jamais explicité le concept de dictature du prolétariat. L'expression n'apparaît que fugitivement dans son œuvre. On est donc en droit de se demander comment une telle expression a pu devenir dans la bouche et sous la plume des militants et auteurs marxistes une telle rengaine obsessionnelle. La réponse à notre avis dépasse le domaine de l'analyse politique et ressortit de la psychanalyse et de la psycho-sociologie. La « dictature du prolétariat » est un concept-refuge derrière lequel se cache l'indigence théorique et l'absence totale de réflexion sur un projet politique.

Dans le cas du léninisme, la minorité d'intellectuels petits bourgeois qui constituent la direction du parti bolchevik et qui s'autoproclame exécutrice de la « dictature du prolétariat », ne tient aucunement à se soumettre à une légalité qui se trouverait sous le contrôle de la classe ouvrière, comme en témoigne Trotski, parlant des militants de l'Opposition ouvrière :

« Ils ont avancé des mots d'ordre dangereux. Ils ont transformé les principes démocratiques en fétiches. Ils ont placé le droit des ouvriers à élire leurs représentants au-dessus du parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature entre momentanément en conflit avec l'humeur changeante de la démocratie ouvrière⁶² ! »

aisément que les partisans de Bakounine aient pu facilement utiliser à leur façon l'Adresse du Conseil général » (Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, p. 504.) Bakounine avait qualifié *La Guerre civile en France* de « travestissement bouffon » de la pensée réelle de Marx.

⁶¹ Œuvres, *Écrit contre Marx*, Champ libre, III, 166.

⁶² Cité par Maurice Brinton, *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier*, Autogestion et socialisme, n° 24-25, 1973.

Ou Radek, qui constate que « les ouvriers, à la fin de leurs épreuves, refusent désormais de suivre une avant-garde qui les mène à la bataille et au sacrifice ». Il s'interroge : « Devons-nous céder aux clameurs des travailleurs qui ont atteint les limites de leur patience mais qui ne comprennent pas leurs vrais intérêts comme nous le faisons ? » La réponse est sans ambiguïté : « le parti a décidé que nous ne devons pas céder, que nous devons imposer notre volonté de vaincre à nos partisans épuisés et démoralisés »⁶³.

Ou Tolski : « Sous la dictature du prolétariat, il se peut qu'il existe deux, trois, voire quatre partis, mais à la seule condition que l'un soit au pouvoir et les autres en prison⁶⁴. » On sait ce qu'a donné la « dictature du prolétariat » mise en place par les sociopathes qui dirigeaient le parti bolchevik.

Le « fruit intégral de son travail »

Dans les débats qui eurent lieu au sein du mouvement ouvrier du XIXe siècle, on trouve fréquemment l'idée que le travail, exploité sous le capitalisme, devra récupérer le « fruit intégral de son travail ». A plusieurs reprises, Marx aborde dans la *Critique du programme de Gotha* (1875) cette question, qui a également été posée au sein de l'AIT anti-autoritaire à peu près au même moment, et il est intéressant de confronter les deux points de vue.

Le collectivisme tel qu'il avait été défini dans l'Association internationale des travailleurs reposait sur le principe « à chacun selon son travail ». Ce n'était qu'une formule générale qui se fondait sur l'idée que le capitaliste s'appropriait une partie de la valeur produite par l'ouvrier ; l'ouvrier devait se voir attribuer la juste part de la valeur qu'il produisait. Mais il s'agissait moins d'une question individuelle que collective, c'est-à-dire la restitution de cette valeur, non pas au travailleur individuel, mais à la classe ouvrière tout entière.

Les anarchistes communistes, dont le courant va se constituer à l'intérieur de l'AIT anti-autoritaire, et en partie *contre* les positions qu'elle avait développées, vont voir dans cette formule un point d'achoppement là où il n'y a qu'une divergence d'approche. Ils s'opposeront au principe de rétribution collectiviste « à chacun selon son travail » pour promouvoir la rétribution « à chacun selon ses besoins ». Marx fait également la distinction entre ces deux formes, mais il les situe dans une situation historique précise.

La formule « à chacun selon son travail » des collectivistes relève peut-être aussi d'une vision morale du travail en insistant sur le fait qu'il *fallait* travailler, elle était dirigée contre le parasitisme des oisifs.

⁶³ Cité par Alexander Barmine, *One who survived*, G.P. Putman's sons, New York 2007, p. 94.

⁶⁴ On attribue parfois cette citation à Trotski, d'autres fois à Boukharine, à tort. Il est vrai qu'on ne prête qu'aux riches...

Alors que chez Marx il s'agit de deux étapes successives correspondant à des stades d'évolution vers la société communiste, pour les anarchistes-communistes il s'agit simplement d'une évolution nécessaire répondant, en quelque sorte, à un choix politique. Dans sa préface à la *Conquête du pain*, Elisée Reclus justifie cette évolution en disant simplement que l'humanité possède d'immenses richesses et un prodigieux outillage de machines, acquis grâce au travail collectif

« Les produits obtenus chaque année suffiraient amplement à fournir le pain à tous les hommes, si le capital énorme de cités, d'usines, de voies de transport et d'écoles devenait propriété commune au lieu d'être détenu en propriétés privées, l'aisance serait facile à conquérir : les forces qui sont à notre disposition seraient appliquées, non à des travaux inutiles ou contradictoires, mais à la production de tout ce qu'il faut à l'homme pour l'alimentation, le logement, les habits, le confort, l'étude des sciences, la culture des arts »

Nous ne sommes pas dans un avenir plus ou moins lointain, c'est dès aujourd'hui qu'il est possible de rationaliser la production de manière à réduire le gaspillage, le parasitisme, et assurer l'abondance. C'est sur ce raisonnement-là que Kropotkine fonde sa thèse de la « prise au tas », qui a été en général très mal comprise.

Le mot d'ordre proposé par les « communistes anarchistes » : « A chacun selon ses besoins » ne fait que préciser ce qui allait de soi et ne constitue en rien une divergence de fond avec le collectivisme. Bakounine avait parfaitement bien posé le problème : « Les vieillards, les invalides, les malades, entourés de soins, de respect et jouissant de tous leurs droits tant politiques que sociaux, seront traités et entretenus avec profusion aux frais de la société » écrit -il dès 1866⁶⁵.

C'est donc à tort que les anarchistes communistes vont croire que le projet des collectivistes était d'exclure des bienfaits de la société tous ceux qui ne travaillent pas sans être des parasites sociaux. Kropotkine va tenter de souligner les divergences entre les deux sensibilités du mouvement en insistant sur la question de la *rétribution* du travail. « A chacun selon ses œuvres » est interprété d'une part comme une exclusion de ceux qui ne travaillent pas – ce qui n'était pas du tout dans l'esprit des collectivistes –, d'autre part comme une prime donnée à ceux qui travaillent plus et deviennent ainsi des privilégiés.

⁶⁵ « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. »

Également : « Ceux qui par un accident difficile à supposer dans une organisation juste de l'économie sociale ne trouveraient point du travail, vivront aux frais de la communauté jusqu'à ce qu'ils n'en trouvent, sans perdre aucun de leurs droits. – Les enfants jusqu'à l'âge de leur majorité, les vieillards privés de soutiens et de moyens d'existence, les invalides, les malades seront entretenus par les communes. »

« Nous ne pouvons pas admettre avec les collectivistes, qu'une rémunération proportionnelle aux heures de travail fournies par chacun à la production des richesses puisse être un idéal, ou même un pas en avant vers cet idéal⁶⁶. »

C'était une vision extrêmement réductrice des positions des collectivistes. Le mot d'ordre de réduction du temps de travail à 8 heures, adopté en 1866 au congrès de Genève de l'AIT, laissait peu de place aux possibilités d'« enrichissement » des ouvriers fanatiques de travail... Rappelons que le temps de travail dans les manufactures était alors de 14 heures. Le problème se trouve en réalité ailleurs : le livre de Kropotkine a été écrit vingt-deux ans après le congrès de Genève et l'environnement culturel du mouvement anarchiste a considérablement changé. Nous ne sommes plus dans une perspective de militants ouvriers se battant dans une organisation de masse contre le capital, mais de militants « anarchistes » dont les exigences sont d'autant plus maximalistes qu'ils sont désorganisés et dispersés. « A chacun selon ses besoins » est un principe dont la justesse n'est pas contestable, mais il désigne une finalité, émise par des militants qui n'ont pas les moyens pour y parvenir, et ne proposent pas les moyens pour y parvenir.

Selon Kropotkine, le collectivisme, fondé sur le principe « à chacun selon son travail », conduit à une forme l'accaparement des richesses : c'est pourquoi l'idéal collectiviste lui « paraît irréalisable dans une société qui considérerait les instruments de production comme un patrimoine commun » : en effet, « la possession commune des instruments de travail amènera nécessairement la jouissance en commun des fruits du labeur commun ».

Kropotkine se laisse aller à une vision du communisme quelque peu fusionnelle dans sa formule de « jouissance en commun des fruits du labeur commun ». Que le « labeur » soit commun ne fait pas de doute dans toute société industrielle développée, mais que signifie la « jouissance en commun » ?

La formule « à chacun selon ses besoins » accolée à l'idée mal comprise de « prise au tas » produira des effets catastrophiques dans un mouvement dont le niveau théorique aura considérablement baissé, si on en croit Maitron. On constate une stupéfiante méconnaissance des positions réelles des collectivistes de l'AIT de la part de Kropotkine. En effet, le congrès de Bruxelles de 1868 avait clairement affirmé que les mines, les houillères, les carrières, les chemins de fer, le sol arable, les canaux, les routes, lignes télégraphiques, les forêts, doivent appartenir à la « collectivité sociale ». Peut-être Kropotkine a-t-il occulté cette question parce que poser l'existence d'une collectivité sociale pose aussi celui d'une organisation globale de la

⁶⁶ Kropotkine, *La Conquête du pain*.

société qui dépasse le cadre des communes autonomes dont il se fait le défenseur.

Il est clair que les collectivistes de l'AIT étaient soucieux de lier la jouissance des biens produits en commun à un travail commun, c'est-à-dire d'écarter tous ceux – exploités ou asociaux – qui, délibérément, ne travaillaient pas.

L'idée développée par les anarchistes-communistes est que la production globale dans la société est un fait collectif et qu'il n'est pas possible de mesurer ce qui revient à chacun des richesses totales qui sont produites. Les anarchistes-communistes reprochaient au collectivisme de devoir *mesurer* la valeur du travail effectué, ce qui aurait, pensaient-ils, impliqué une organisation centralisée chargée de définir cette valeur.

En cela ils dévoilent une considérable régression dans la pensée par rapport à Proudhon.

Dans la *Critique du Programme de Gotha*, Marx aborde lui aussi la question de la restitution aux travailleurs du « fruit intégral du travail » – idée qu'il conteste, naturellement.

En effet, pour que la société puisse fonctionner dans la durée, il faut déduire du produit social global une certaine proportion de celui-ci pour amortir le matériel, remplacer les moyens de production usés, constituer des réserves, prévoir des assurances, etc. Les provisions faites pour tous ces postes étant déduites, on ne peut toujours pas restituer aux travailleurs le fruit intégral de leur travail car il faut encore tenir compte des frais généraux, prévoir des fonds destinés à satisfaire les besoins collectifs, en gros ceux qui correspondent aux « services publics » et à l'entretien des personnes qui ne peuvent pas encore (enfants) ou qui ne peuvent plus (vieillards) travailler.

Il y a, on le voit, un net rapprochement entre le point de vue de Bakounine en 1864-66 et celui de Marx en 1875.

Pour Marx, la « restitution du produit du travail » ne s'applique qu'au solde après que toutes les déductions nécessaires ont été faites – ce qui est parfaitement cohérent, mais il est peu probable que les anarchistes kropotkiniens veuillent même entendre parler d'une telle chose. Les libertaires qui ont eu à gérer l'économie réelle – agriculture, industrie, transports, etc. – d'une partie de l'Espagne entre 1936 et 1939 avaient quant à eux parfaitement compris le problème, si on en juge par les statistiques que nous a fournies Gaston Leval⁶⁷.

Aux yeux ce Marx, les deux modes de rétribution représentent deux phases distinctes : dans la société de transition, ou socialiste, on appliquera le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » ; dans

⁶⁷ *Espagne libertaire* 1936-39. Éditions du Monde libertaire. Voir : Documents annexes.

la société communiste, ce sera : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Mais il y a un autre point qu'il faut souligner, c'est l'affectation du produit social entre facteurs de production et consommation. Autrement dit la part relative affectée d'une part à la reproduction des moyens de production et à l'investissement, d'autre part à la consommation. Il est évident qu'on ne peut pas maximiser les deux.

Il n'y a pas de raison de ne pas appeler « plan » l'ensemble des mesures d'abord débattues, puis décidées, concernant l'affectation des ressources sociales par les membres de la société.

S'il est compréhensible que la part qui va aux moyens de production reste relativement incompressible, il reste que les décisions concernant l'affectation des ressources dans les deux postes sont des décisions *politiques* qui doivent faire l'objet d'un débat public préalable, c'est-à-dire un débat dans lequel le public intéressé aura été préalablement informé sur les options découlant des choix qui seront faits. Il ne s'agira donc pas d'appeler les « citoyens » à décider tous les cinq ans de choix auxquels ils ne comprendront pas grand-chose, mais de faire participer la plus grande partie possible de la population à des choix pris en connaissance de cause. Certes, tout le monde n'a pas forcément envie de participer à plein temps à la vie de la cité, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Ce dont il s'agit, c'est de mettre à la disposition de la population, dès l'école, les moyens de s'éduquer.

Cette question-là, Marx n'en parle jamais, parce que les décisions concernant ces questions ne relèvent pas de la compétence des travailleurs mais de l'Etat. Ce qui l'intéresse, c'est le développement des forces productives, que seul l'Etat, en s'absence de capitalisme, peut mettre en œuvre.

Il y a des questions que Marx refuse manifestement d'aborder. Ainsi, lorsqu'il demande :

« Quelle transformation subira la forme-État dans la société communiste ? En d'autres termes : quelles fonctions sociales y subsisteront, qui seront analogues aux fonctions actuelles de l'État ? Cette question réclame une réponse qui ne peut être que scientifique, et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple et le mot État qu'on fera avancer le problème d'un pouce ⁶⁸. »

Le propos est clair : ce n'est pas la classe ouvrière qui décidera des transformations de la forme-État, c'est la « science », quoi que ça veuille dire dans ce cas-là. Une bureaucratie auto-proclamée ayant une formation qualifiée de « scientifique », sans doute. La *Critique du Programme de Gotha*

⁶⁸ Marx, *Critique du Programme de Gotha*, Pléiade, Economie I, p. 1429.

nous dit bien que la restitution aux travailleurs du fruit intégral de leur travail n'est pas possible, mais elle nous dit également que les travailleurs n'ont pas leur mot à dire sur la part relative des affectations diverses qu'il est nécessaire d'opérer. En somme le communisme de Marx ne change pas grand-chose pour les travailleurs sinon – du moins on peut l'espérer – le niveau de leurs salaires et leurs conditions de travail. Les décisions concernant les *orientations générales de la société* leur échappent : elles sont du ressort de l'État. Pour le reste, nous sommes encore dans une société salariale, les moyens de production sont gérés par l'État, et les travailleurs ne disposent que de leur force de travail. Moins exploités, peut-être, mais exploités quand même.

Encore sur les « fruits intégraux »

Le texte du Courant communiste international⁶⁹ souligne ce qu'il désigne comme l'« extrême confusion avec laquelle les anarchistes prétendent dépasser la séparation de l'ouvrier d'avec les produits de son travail » :

« Dans leur esprit, en devenant propriétaires de l'usine où ils travaillent, les ouvriers deviennent forcément propriétaires des produits de leur travail. Ils les dominent enfin, ils en obtiennent même l'intégralité de la jouissance. »

Encore cette vieille rengaine sur les ouvriers propriétaires de leur usine. On apprend en outre que les anarchistes sont tellement cons qu'ils n'ont pas compris que, « après les travaux de Marx, ces confusions sur le travail, la force de travail et le produit du travail sont devenues proprement inadmissibles. » Voilà qui est dit.

Malheureusement, le scribe du CCI se rend coupable d'un fâcheux anachronisme, mais, bon, on ne sera pas surpris.

En effet, lorsque Proudhon publie le *Système des contradictions économiques*, il développe un certain nombre de concepts que Marx reprendra plus tard et qu'il développera. Je cite en vrac : la baisse tendancielle du taux de profit, les crises cycliques, le rôle du machinisme, la division du travail, la concurrence, le monopole, la concentration du capital, concepts qui seront repris et développés par Marx dans le *Capital*.

Si une analyse critique devait être faite du *Système des contradictions économiques*, écrit en 1846, afin de montrer l'incomparable supériorité de la théorie marxiste, ce n'est pas en prenant comme point de référence un ouvrage de Marx écrit 20 ans plus tard, mais en partant d'un écrit datant de la même époque. C'est-à-dire *Misère de la philosophie*, qui est la réponse que Marx fit en 1847 au livre de Proudhon.

⁶⁹ « Le communisme signifie l'élimination de la loi de la valeur », Revue internationale n° 124-127, 2006. fr.internationalism.org/book/export/html/1341

Bien entendu, lorsque Marx publia *Le Capital* vingt ans plus tard, il s'y trouve – c'est normal – des analyses beaucoup plus poussées que dans le livre de Proudhon datant de 1846, mais aussi beaucoup plus poussées que dans le livre que Marx lui-même publia en 1847. On ne peut pas reprocher à Proudhon d'avoir en 1846 omis des choses que Marx lui-même avait omises en 1847, mais qu'il développera en 1867 dans *Le Capital* : comme par exemple la distinction essentielle entre travail et force de travail, qui ne se trouve pas dans *Misère de la philosophie* : elle n'apparaît que plus tard. Ainsi, Engels dira dans la préface à la 1^{re} édition allemande (1884) de *Misère de la philosophie* :

« Il est à peine nécessaire de faire remarquer que dans cet ouvrage la langue ne coïncide pas avec celle du *Capital*. Il y est encore parlé du travail comme marchandise, d'achat et de vente de travail au lieu de force de travail. »

Aucun anarchiste aujourd'hui ne conteste la pertinence de la distinction faite par Marx 20 ans après Proudhon : mais la première définition explicite du concept de force de travail se trouve en 1867 dans le *Capital*, même si on trouve l'idée avant cela sous des formulations différentes, mais bien après la publication du *Système des contradictions économiques* :

- *Arbeitsfähigkeit* : capacité de travail (*Grundrisse* 1858) ;
- *Arbeitsvermögen* : faculté de travail (*Théories de la plus-value* 1862-1863) ;
- *Arbeitskraft* : force de travail (*Capital* 1867).

C'est en tout cas à partir de 1849 que Marx *commence* à élaborer le concept de force de travail – après avoir lu le *Système des contradictions économiques* de Proudhon⁷⁰.

Car si l'expression « force de travail » ne se trouve pas explicitement dans le *Système des contradictions économiques*, l'idée y est bien, et on la trouve chez Proudhon dès 1840 dans sa théorie de l'exploitation, qui diffère considérablement de celle de Marx (Cf. *Premier mémoire sur la propriété [Qu'est-ce que la propriété ?]*). Alors que Marx explique l'exploitation de l'ouvrier par l'appropriation du surtravail de l'ouvrier individuel, Proudhon explique que dans l'industrie, le travail est combiné, il met en scène un nombre plus ou moins grand d'ouvriers qui travaillent ensemble. Au risque de décevoir certains marxistes, en analysant le phénomène de l'exploitation comme l'appropriation du surtravail de l'ouvrier *individuel*, Marx se place

⁷⁰ Pour une analyse des questions méthodologiques abordées par Proudhon et Marx, voir : « Proudhon, Marx et la méthode »

http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Proudhon_Marx_et_la_methode.pdf

nettement dans une perspective de restitution à l'ouvrier *individuel* de ce qui lui a été pris, tandis que Proudhon explique l'exploitation comme l'appropriation par la capitaliste du produit du travail collectif et combiné des ouvriers.

En effet, il y a, dans le travail coordonné, une création de valeurs hors de proportion avec la somme de travaux individuels des personnes en jeu. Tandis que le propriétaire ne paye aux ouvriers que leur travail individuel, il s'approprie la valeur de leur travail coordonné. Ce travail coordonné est bien une *force de travail*, mais une force de travail collective dont la valeur échappe aux producteurs. Il y a, dit Proudhon, une « erreur de compte ». Or cette idée, Proudhon la développe dès 1840.

Les deux explications – celle de Marx et celle de Proudhon – ne sont pas contradictoires, mais il demeure que celle de Marx pourrait très bien se limiter au cas de l'ouvrier travaillant seul pour un petit patron, tandis que celle de Proudhon s'applique inévitablement au contexte du capitalisme industriel.

A la lumière de ces explications, les propos du CCI sur la prétendue « confusion avec laquelle les anarchistes prétendent dépasser la séparation de l'ouvrier d'avec les produits de son travail » se révèlent dans toute leur inanité. La valeur du travail combiné étant accaparée par la classe capitaliste, les ouvriers sont irrémédiablement séparés des produits de leur travail. L'absence de formation théorique de nos amis du CCI les conduit à assimiler la séparation des ouvriers d'avec le produit de leur travail avec la prétendue revendication de la propriété de l'usine où ils travaillent.

Ce que la classe ouvrière doit revendiquer, selon les anarchistes, ce n'est pas la propriété de leurs usines, c'est la réappropriation du surproduit social.

Mais à la différence des scribes du CCI dont peu ont dû pointer dans des usines, les anarchistes et les anarcho-sindicalistes savent bien que le lieu de travail peut aussi être un lieu *d'oppression* et que la réappropriation globale du surproduit social doit aussi s'accompagner de la réappropriation du lieu de travail pour y abatte les rapports d'oppression – et non pour en devenir « propriétaires ». La prise en main de l'entreprise ne signifie pas que les travailleurs en deviennent propriétaires mais qu'ils en sont les gestionnaires au nom du bien commun, ce qui change radicalement le caractère du travail. L'association des travailleurs dans une entreprise n'a de sens que si elle s'accompagne de l'association des travailleurs dans la société tout entière. Les anarchistes n'ont jamais dit autre chose. Ce type d'association se trouve d'emblée en opposition radicale avec le rapport contradictoire de production capitaliste, il est également d'emblée en contradiction avec la production marchande et l'organisation capitaliste de la division du travail.

A lire la littérature du CCI, on a l'étrange impression que le champ de leur réflexion se limite à l'entreprise petite où moyenne, le genre d'entreprise dont la taille reste suffisamment limitée pour que les travailleurs puissent, si tout à coup le patron foutait le camp, se sentir « propriétaires » et la transformer en coopérative. Mais j'aimerais bien savoir comment, dans les fantasmes du CCI,

les anarchistes envisageraient d'« autogérer » et de se sentir « propriétaires » des chemins de fer, des transports aériens, de la distribution de l'énergie, de l'eau ? En faisant des AG tous les jours dans les gares, les aéroports, etc. ?

La mauvaise foi du CCI est particulièrement manifeste dans le commentaire qu'ils font de la *Critique du programme de Gotha*, où Marx s'en prend à ceux qui parlent du « fruit intégral du travail ». Car dans ce texte, Marx ne s'en prend pas aux anarchistes, il s'en prend aux membres de son propre parti qui, pas tous lassalliens d'ailleurs, défendent cette idée. Mais comme il faut absolument critiquer les anarchistes, le scribe du CCI assimile lassalliens et anarchistes dont le « galimatias théorique commun à Lassalle et aux anarchistes » formerait « la base des conceptions autogestionnaires ».

Pour information, Lassalle préconisait la fondation de sociétés coopératives de production avec l'aide de l'État. C'est dire à quel point il était proche des anarchistes !!!... Les camarades du CCI se tournent carrément en ridicule.

Le plus marrant dans l'histoire, c'est que les « communistes des conseils » sont eux-mêmes assimilés par Roger Dangeville (ex-membre de la Gauche communiste internationale) aux lassalliens et aux anarchistes, dans la présentation d'un chapitre inédit du *Capital*⁷¹ : « Ainsi, la réalité moderne dément la théorie de Proudhon et de Lassalle – et du “communisme des conseils” – selon laquelle chaque ouvrier doit toucher le *fruit intégral de son travail*. » Dans ce texte, Dangeville dénonce également « les utopies petites-bourgeoises de Proudhon, Lassalle ou du communisme de conseil moderne ».

On trouve toujours plus dogmatique que soi...

Marx et les coopératives

N'oublions pas que l'objet initial du présent texte était de commenter les propos de « Révolution internationale » sur l'« autogestion libertaire ». Je me suis un peu écarté du sujet, mais je vais terminer le travail en y revenant.

Evidemment le mot « autogestion » n'existait pas à l'époque de Marx, aussi ferai-je référence à quelque chose qui y ressemble beaucoup, les coopératives. J'ai dit ce que Bakounine pensait de cette question. Voyons ce que Marx en pensait, et on verra qu'il invalide quelque peu les analyses du CCI.

Contrairement à ce que dit le texte du CCI, Marx extrapole la condition prolétarienne dans le communisme et dans la société de transition. C'est particulièrement évident lorsqu'on lit ce qu'il dit précisément des coopératives, qui sont les institutions les plus proches des entreprises sous « autogestion libertaire » que critique le CCI.

⁷¹ <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-inedit/presentation.htm>

L'adresse inaugurale de l'AIT, datant de 1864, évoque les « manufactures coopératives montées, avec bien des efforts et sans aide aucune par quelques “bras” audacieux »...

« Elles ont prouvé que la production sur une grande échelle, et en accord avec les exigences de la science moderne, peut marcher sans qu'une classe de maîtres emploie une classe de “bras”... et que le travail salarié, comme l'esclavage, comme le servage, n'est qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant les travailleurs associés qui, eux, apporteront à leur tâche des bras bien disposés, un esprit alerte, un cœur réjoui ⁷². »

Ce qui est intéressant ici, c'est la notion de “travailleurs associés” dont on comprend qu'ils peuvent reprendre en main la « production sur une grande échelle » et faire disparaître le salariat.

On pourra dire que ce n'est là qu'une déclaration opportuniste dictée par quelque autre courant présent dans l'AIT. Pas du tout, parce qu'on trouve la même chose dans le livre III du *Capital*.

Les coopératives de production, dit Marx,

« représentent, à l'intérieur de l'ancien système, la première brèche faite dans celui-ci, bien qu'elles reproduisent nécessairement et partout dans leur organisation réelle tous les défauts du système existant. Toutefois, dans les coopératives, l'antagonisme entre le capital et le travail se trouve surmonté, même si c'est encore sous une forme imparfaite : en tant qu'association, les travailleurs sont leur propre capitaliste, c'est-à-dire qu'ils utilisent les moyens de production à la mise en valeur de leur propre travail. Elles montrent comment, à un certain niveau de développement des forces productives matérielles et des formes sociales qui lui correspondent, un nouveau mode de production prend forme et se dégage tout naturellement de l'ancien ⁷³. »

Les positions de Bakounine et de Marx sont, on le voit, très proches, mais je dois dire que Marx est très en retrait par rapport à Bakounine sur au moins un point. Le révolutionnaire russe dit que les coopératives ne sont pas capables d'affronter le système bancaire dans le système capitaliste. Marx pense au contraire que « le système de crédit offre les moyens pour une extension graduelle des entreprises coopératives sur une échelle plus ou moins nationale ».

« A un titre égal, les sociétés capitalistes par actions et les entreprises coopératives sont à considérer comme des formes de transition entre le

⁷² Marx : Adresse Inaugurale et Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs, La Pléiade, t. I, p. 466.

⁷³ Marx, *Le Capital*, L. III, Ch. XV : La division du profit. La Pléiade, T. II, p. 1178.

mode de production capitaliste et le système d'association, avec cette seule différence que, dans les premières, l'antagonisme est surmonté de manière négative et, dans les secondes, de manière positive ⁷⁴. »

Bakounine dirait que Marx se fait ici beaucoup d'illusions.

Notons, encore une fois, que ce que Marx oppose au mode de production capitaliste, c'est le « système d'association ». Et il apparaît clairement que la société communiste est posée comme le prolongement de la société capitaliste.

Les textes de Marx que j'ai cités se trouvent dans le *Capital*, publié en 1867. Il changera de point de vue dans la *Critique du programme de Gotha* et deviendra plus critique, se rapprochant en fait des réserves formulées par Bakounine.

Le mythe des conseils ouvriers

Au début de ce texte je disais que l'approche idéologique des phénomènes historiques consiste à ne pas à examiner les faits pour tirer les conclusions qui en découlent ; elle consiste à examiner les faits à partir du prisme des idées reçues qu'on s'est forgées, à interpréter les faits pour qu'ils concordent avec ces idées préconçues. On constate particulièrement cette attitude dans la religion : tout discours est orienté vers le fait qu'il ne faut en aucun cas que l'existence du Bon Dieu et du Petit Jésus soit niée. On voit ça également dans certaines sectes marxistes qui ont érigé la théorie en dogme et qui s'accrochent obstinément à certains articles de foi en dépit de toute réalité historique. Je rappelle la citation que j'ai faite plus haut de Lénine, et qui se passe de tout commentaire ⁷⁵.

C'est particulièrement le cas avec les conseillistes et le dogme des conseils ouvriers ⁷⁶.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 1179.

⁷⁵ Pour rappel : « On ne peut retrancher aucun principe fondamental, aucune partie essentielle de cette philosophie du marxisme coulée dans un seul bloc d'acier, sans s'écarter de la vérité objective, sans verser dans le mensonge bourgeois et réactionnaire. » (Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, éditions du Progrès, p. 461.)

⁷⁶ J'invite les lecteurs à consulter les textes suivants :

- « La révolution russe et l'institution révolutionnaire »
http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/L_institution_revolutionnaire.pdf
- Octobre 1917 : Le Thermidor de la Révolution russe, Editions CNT Région parisienne (épuisé). Voir aussi :
http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/1917_RTF_Monde-nouveau_.pdf
- « Anarchistes et syndicalistes révolutionnaires face à la révolution russe »
<http://monde-nouveau.net/spip.php?article460>
- « La troisième révolution ? Résistance paysanne au gouvernement bolchevique », Nick Heath, <http://monde-nouveau.net/spip.php?article417>
- G.P. Maximoff : « Les Syndicalistes révolutionnaires dans la Révolution russe »,
<http://monde-nouveau.net/spip.php?article362>

Vers la fin de son texte, le rédacteur de « Le communisme signifie l'élimination de la loi de la valeur et du cadre de l'entreprise » tente d'éclairer son correspondant ignorant et naïf⁷⁷ sur le rôle des conseils ouvriers en Russie. Je donne la citation en entier :

« En ce qui nous concerne, nous sommes convaincus que la centralisation est fondamentale pour le pouvoir ouvrier. Si tu retires la centralisation du socialisme, alors tu obtiens les communautés autonomes anarchistes et une régression des forces productives. Ce qui s'est passé en Russie, c'est qu'une force centralisée, l'État, a supplanté une autre force centralisée, les Conseils ouvriers. D'où est donc venue la bureaucratie puis la nouvelle bourgeoisie stalinienne ? Elle est venue de l'État, pas des Conseils ouvriers qui ont, quant à eux, subi un processus de dépérissement qui les a conduits à la mort. Ce n'est pas la centralisation qui est la cause de la dégénérescence de la révolution russe. »

En cinq phrases, il y a presque autant de contre-vérités ou d'idées reçues sans fondement :

1. « La centralisation est fondamentale pour le pouvoir ouvrier. Si tu retires la centralisation du socialisme, alors tu obtiens les communautés autonomes anarchistes et une régression des forces productives. »

Le contraire de la centralisation n'est pas l'éclatement mais le fédéralisme, et le fédéralisme est un système d'organisation parfaitement viable qui permet d'organiser de vastes ensembles. Si la centralisation avait été la condition nécessaire de l'expansion des forces productives, on l'aurait remarqué en URSS.

2. « Ce qui s'est passé en Russie, c'est qu'une force centralisée, l'État, a supplanté une autre force centralisée, les Conseils ouvriers. »

Les conseils ouvriers n'ont jamais été une « force centralisée » : d'abord parce que par nature ils ne sont pas une « force centralisée » ; ensuite parce qu'ils n'ont fonctionné comme institution autonome du prolétariat que quelques mois : dès 1918 le parti bolchevik avait pris le contrôle de toutes les institutions prolétariennes : soviets, comités d'usine, syndicats. On ne peut pas dire qu'une force centralisée a supplanté les soviets : ceux-ci ont été très rapidement, et très simplement noyautés par le parti bolchevik.

• *Répression de l'anarchisme en Russie soviétique. – 1923*, Groupe des anarchistes russes exilés en Allemagne, <http://monde-nouveau.net/spip.php?article361>

• « L'Héritage d'Octobre » <http://monde-nouveau.net/spip.php?article346>

⁷⁷ « Le communisme signifie l'élimination de la loi de la valeur et du cadre de l'entreprise » est, je le rappelle, la réponse que fait le CCI à une correspondance qu'un lecteur lui a adressée. Je me suis abstenu de citer ce lecteur car il fait montre d'une grande ignorance (ce n'est pas un crime) à la fois de l'anarchisme et du marxisme. Je dois dire que le rédacteur de « Le communisme signifie l'élimination de la loi de la valeur et du cadre de l'entreprise » fait preuve d'une très grande patience dans ses réponses.

3. « D'où est donc venue la bureaucratie puis la nouvelle bourgeoisie stalinienne ? Elle est venue de l'État, pas des Conseils ouvriers qui ont, quant à eux, subi un processus de dépérissement qui les a conduits à la mort. »

Faux : les soviets se sont très rapidement bureaucratisés, sans l'aide de personne. En quelques mois ils sont devenus d'énormes machines bureaucratiques dont le personnel n'était pas élu et n'avait plus aucun lien avec le monde du travail. On peut dire que les conseils ouvriers se sont bureaucratisés tellement vite que l'État bolchevik n'a pas eu le temps de le faire...

4. « Ce n'est pas la centralisation qui est la cause de la dégénérescence de la révolution russe. »

Faux : les bolcheviks se sont montrés systématiquement incapables de régler les problèmes qui se posaient à eux, et à chaque fois ils ont serré la vis dans le sens de la centralisation, suscitant encore plus de problèmes.

Dans un premier temps les élus au comité exécutif des soviets étaient soit des représentants appartenant à des partis, soit des membres du mouvement coopératif, très important en Russie, des syndicats, des délégués sans appartenance politique particulière élus par leur usine. Si les partis de gauche avaient été pris de court par la formation des soviets, ils se sont vite ressaisis et ont rapidement contrôlé le Bureau du soviet de Petrograd et ont instauré dans les soviets de toute la Russie un modèle d'organisation représentative fondé sur des listes de partis – sur le modèle parlementaire – qui leur assurait l'hégémonie, puisque les candidats étaient élus non pas sur la base de délégués présentés par les usines, les quartiers, mais sur des listes de partis. Il en était de même dans les syndicats.

L'ensemble des institutions prolétariennes nées de la révolution cessèrent très rapidement d'être l'émanation directe des masses révolutionnaires pour devenir des instances subordonnées aux partis, constituant ainsi le champ clos de leurs rivalités. Les anarcho-syndicalistes russes reprocheront aux soviets leur composition sociale hétérogène et le mode de désignation de leurs délégués, sur des listes de partis, comme au parlement, plutôt que sous forme de délégation directe des mandants :

« Nous sommes pour les soviets réellement représentatifs, organisés sur des bases collégiales, sous réserve d'une délégation directe des ouvriers et paysans d'une usine donnée, d'une fabrique, d'un village, etc., et non de politiciens bavards y entrant sur des listes de parti et qui transforment les soviets en salons de bavardages démagogiques⁷⁸ ... »

⁷⁸ Résolutions de la 1^{re} conférence des anarcho-syndicalistes, Moscou, 25 août-1^{er} septembre 1918. – *Les anarchistes dans la révolution russe*, La Tête de feuilles, 1973, textes recueillis et traduits par Alexandre Skirda.

Dès le I^{er} congrès des soviets, en juin 1917, tout ce qui n'était pas parti politique – syndicats, mouvement coopératif, militants sans parti – avait disparu de la représentation aux soviets. « Les partis et organisations bloquent ainsi la participation directe des citoyens à la gestion sociale et politique, à moins que ceux-ci ne passent par leur école, ne se soumettent à leur loi », dit Marc Ferro ⁷⁹.

Progressivement, le soviet se transforme. D'instrument de combat au début, il devient un appareil administratif bien rôdé. De 1200 députés au début du mois de mars, il passe en moins d'un mois à 3000. Aucune vérification sérieuse des mandats n'est faite. Il y avait beaucoup de « nouveaux venus d'occasion ». Les séances plénières se déroulaient dans la confusion. Bientôt un « petit soviet » plus restreint de 600 membres est créé. De multiples commissions, bureaux, secrétariats sont créés. Plusieurs centaines d'employés s'activent dans les différents services. Oskar Anweiler, dans *les Soviets en Russie* ⁸⁰, écrit à ce sujet que ce que le soviet gagnait en matière de bon fonctionnement il le perdait sur le plan du contact direct avec une partie considérable des masses. Quasi quotidiennes pendant les premières semaines d'existence, les séances plénières du soviet allaient s'espaçant et n'attirant souvent qu'un nombre restreint de députés. L'exécutif du soviet s'affranchissait à vue d'œil de la surveillance que les députés étaient censés exercer sur lui. En d'autres termes, le soviet se bureaucratise, pratiquement dès le début de la révolution.

En fait, le centre de gravité de la révolution se transfère ailleurs, dans les comités d'usine. Les soviets ont joué un rôle essentiel comme organe politique de contre-pouvoir. Les comités d'usine reflètent la volonté du prolétariat d'exercer pratiquement ce pouvoir jusque dans les usines, sur le lieu de production. Curieusement, le CCI n'en parle pas.

La révolution a créé une masse de « permanents », ouvriers, soldats, employés qui ont été élus dans les diverses instances créées par le mouvement de masse : soviets, comités d'usine, de quartiers, garde rouge, etc. Dans un premier temps ces militants élus conservent leur activité d'origine, mais peu à peu ils finissent par être employés à temps partiel dans leur fonction, puis à plein temps. Leur mode de vie évolue. Un groupe social nouveau apparaît, dont l'adhésion au bolchevisme est moins idéologique que pratique, mais dont la situation est indissolublement liée au nouvel État, et qui profite du fait que peu à peu *les élections aux postes de responsabilité soient supprimées*. Ces éléments, d'origine indiscutablement populaire, se greffent sur le corps de l'État en formation et sont solidaires du régime ⁸¹.

⁷⁹ *Des soviets au communisme bureaucratique*, collection Archives-Gallimard. Cf. pp. 56-65.

⁸⁰ Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie*, NRF Gallimard.

⁸¹ Pour la composition sociologique des couches dirigeantes du nouvel État soviétique, cf. le remarquable ouvrage de Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique*, coll. Archives Gallimard-Juliard, auquel nous empruntons ces données.

Ce processus est particulièrement vrai des animateurs des comités de quartier qui s'insèrent dans les bureaux des soviets contrôlés par l'intelligentsia bolchevik, et des gardes rouges qui, intégrés dans l'Armée rouge, finiront dans l'administration. A ces deux groupes s'ajoutent les membres de l'ancienne bureaucratie et du corps des officiers tsaristes, qui se rallient au nouveau régime, en petit nombre au début et en grand nombre lorsque les communistes décident de faire appel aux « spécialistes », à partir de 1918. C'est à ce moment-là que le parti passe de 250 000 à 600 000 adhérents, alors que par ailleurs le prolétariat se détache du parti : la composition sociale de cet afflux n'est donc pas un mystère.

Enfin, il y a la direction du parti bolchevik elle-même, composée presque entièrement, d'intellectuels bourgeois.

L'adhésion non idéologique d'une partie importante des couches populaires de la société russe au bolchevisme s'explique par le fait que les autres partis socialistes, les dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires ne reconnaissaient pas la légitimité des instances dans lesquelles ces couches avaient trouvé une occasion de promotion sociale. La prise du pouvoir par les bolcheviks a garanti à ces couches leur intégration dans l'appareil d'Etat. « Pour la première fois, les classes populaires participent ainsi massivement à l'exercice du pouvoir, et en province peut-être de façon plus frappante encore qu'à Petrograd », dit Marc Ferro dans *Des soviets au communisme bureaucratique*. Les dirigeants bolcheviks de la vieille garde du parti disposent ainsi « d'une première clientèle, organiquement liée à eux, ces hommes et femmes qui sont plus encore solidaires du régime que les ouvriers demeurés ouvriers, ou les paysans demeurés paysans, et qui, tout en bénéficiant d'avantages que leur apporte Octobre, en attribuent le mérite autant à leur propre action qu'au parti bolchevik. Il se pourrait même que ces *apparatchiki* aient été plus inconditionnels du nouveau régime que bien des militants bolcheviks qui n'étaient pas nécessairement en accord avec la politique de leurs dirigeants. » (Marc Ferro, *op. cit.*)

La simple terreur ne suffit pas à expliquer la survie du régime stalinien. Celui-ci n'a pu perdurer que parce qu'il avait suscité une large adhésion auprès des couches sociales qui se sont introduites dans les institutions créées par la révolution – y compris et surtout les soviets –, et qui ont contribué à les bureaucratiser. Makhno, déjà, considérait qu'une partie du prolétariat urbain trouvait son compte dans le soutien au régime⁸².

Conclusion

Le CCI met en œuvre depuis quelques années une opération de charme en direction du mouvement anarchiste, dans la seule intention de recruter dans ses marges et en profitant de ses carences en matière de formation théorique. Il ne s'agit aucunement d'une attitude d'ouverture et de dialogue, simplement

⁸² Cf. Alexandre Skirda, *Les cosaques de la liberté*, p. 332, éd. JC-Lattès.

de récupération : dans tous les textes qu'ils écrivent, ils n'avancent pas d'un centimètre en direction des idées libertaires, ils exigent au contraire des libertaires que ce soit eux qui avancent vers eux.

Qu'on en juge :

« l'hétérogénéité du courant anarchiste fait que, de nos jours, la question ne peut être posée de façon aussi simple. En effet, sous le même vocable "anarchiste" nous trouvons à la fois des groupes qui ne se distinguent des trotskistes que sur la question du "parti" (...) et des groupes véritablement internationalistes avec lesquels il est possible, pour les communistes, non seulement de discuter mais d'engager une activité commune sur une base internationaliste ⁸³. »

Le CCI a inventé un concept, celui d'« anarchisme internationaliste » – comme si l'anarchisme n'était pas internationaliste par définition. La raison de cette innovation ? « Nous utilisons ce terme », disent-ils, » pour faire la distinction entre les "anarchistes officiels", qui ne sont quasiment pas différents du trotskisme dans leur soutien à toutes les causes typiques des gauchistes (luttres de libération nationale, travail dans les syndicats, etc.), et ces groupes qui, bien qu'ils s'identifient avec la tradition anarchiste et non celle marxiste, restent cependant du côté internationaliste de la frontière de classe ⁸⁴. »

On aura compris : les « bons » anarchistes, qualifiés d'« internationalistes », sont ceux qui veulent bien discuter avec eux. Les « mauvais » anarchistes, qualifiés d'« anarchistes officiels », ce sont les autres. Dans la catégorie des « anarchistes officiels » se trouve, évidemment, la FA. Pour ceux qui l'ignorent encore, la bourgeoisie s'appuie sur les « anarchistes officiels » pour « saboter les luttes ouvrières, les diviser, les isoler les unes des autres » ⁸⁵. »

En fait, le CCI est particulier *extrêmement intéressé* à profiter des réseaux internationaux du mouvement anarchiste, qui se développent depuis quelque temps de manière importante ⁸⁶.

Le noyautage des groupes libertaires qui ne seraient pas armés pour résister conduira inévitablement à les faire éclater et à provoquer des scissions.

Mon intention, en répondant à la demande de mon camarade de Besançon, n'était évidemment pas d'épuiser le sujet – il ne le sera jamais –

⁸³ » Il y a 60 ans, une conférence de révolutionnaires internationalistes », *Revue internationale* 132.

http://www.fractioncommuniste.org/ficci_fra/b48/b48_8.php

⁸⁴ Cf. <http://fr.internationalism.org/taxonomy/term/82>

⁸⁵ Cf. <http://fr.internationalism.org/manifestechomage>

⁸⁶ Cf. http://fr.internationalism.org/ri350/debat_proletarien_russie.htm

mais elle n'était pas non plus d'engager un débat avec le CCI, dont je me préoccupe peu.

Je souhaitais en quelque sorte fournir quelques réponses aux idioties véhiculées par les conseillistes sur l'anarchisme, idioties dont il m'importe peu de savoir si elles sont la conséquence de l'ignorance ou de la volonté délibérée de désinformation. Un peu des deux, je pense.

Si j'ai voulu mettre en relief cette ignorance et cette désinformation, c'est parce que malheureusement des militants par ailleurs intéressés par les idées libertaires semblent tomber dans le panneau. J'ai pensé qu'il serait utile de mettre les points sur les *i* et de rectifier quelque peu le tir, en montrant que l'anarchisme n'était pas ce courant constitué de crétiens congénitaux comme nos camarades conseillistes semblent le penser, et que les principaux théoriciens anarchistes étaient capables d'assembler trois idées de suite.

Loin de moi l'idée de disqualifier le conseillisme comme courant intellectuel : j'ai au contraire pour ses principaux théoriciens historiques beaucoup d'estime, et je regrette que leurs noms soient si rarement cités dans les textes conseillistes... dont je pense qu'ils n'ont plus grand-chose de conseillistes.

En effet, quand je lis dans un texte du CCI que « la terrible défaite de la Révolution d'Octobre » a été « imposée par la contre-révolution stalinienne »⁸⁷, je me dis que Pannekoek, Gorter, Otto Rühle et tous les grands penseurs de la gauche communiste germano-hollandaise doivent se retourner dans leur tombe⁸⁸.

⁸⁷ « Débat prolétarien - Salut au forum de discussion internationaliste de Russie » http://fr.internationalism.org/ri350/debat_proletarien_russie.htm

⁸⁸ Pour les théoriciens conseillistes « classiques », le stalinisme ne peut pas avoir provoqué la « défaite de la révolution d'octobre » car la révolution avait été défaite bien avant que Staline ne prenne les affaires en main.

Pour l'édification des lecteurs qui ne connaissent pas bien ce courant de pensée, l'un de ses théoriciens les plus intéressants, Helmut Wagner, publia en 1934 une étude intitulée « Thèses sur le bolchevisme ». (On peut trouver ce texte sur le site du groupe Gaston-Leval de la Fédération anarchiste :

http://monde-nouveau.net/ecriture/?exec=articles&id_article=476)

Dans ce texte, Wagner affirme que « le bolchevisme offre toutes les caractéristiques de la révolution bourgeoise, mais intensifiées par une connaissance approfondie, tirée du marxisme, des lois de la lutte des classes. »

Pour Wagner, « le bolchevisme, dans ses principes, dans sa tactique et dans son organisation, est un mouvement et une méthode de la révolution bourgeoise dans un pays à prépondérance paysanne. » Quelques passages :

« Le "marxisme-léninisme" n'est pas le marxisme, mais un remplissage de terminologie marxiste adaptée aux besoins de la révolution bourgeoise en Russie avec le contenu social de la révolution russe. Si cette théorie a permis de comprendre la structure sociale russe, elle est devenue également, entre les mains des bolcheviks, un moyen de voiler le contenu de classe de la révolution bolchevique. Derrière les concepts et les slogans marxistes se cache une révolution bourgeoise qui a été menée, sous la direction d'une intelligentsia révolutionnaire petite-bourgeoise, par les forces unies d'un prolétariat socialiste et d'une paysannerie liée à la propriété privée, contre l'absolutisme tsariste, la noblesse terrienne et la bourgeoisie. » (...)

RÉPONSE À :	1
« LE COMMUNISME SIGNIFIE L'ÉLIMINATION DE LA LOI DE LA VALEUR ET DU CADRE DE L'ENTREPRISE »	1
Le thème de l'« abolition de la valeur » chez Marx	2
La valeur chez Proudhon.....	11
URSS et loi de la valeur	15
Travailler à son rythme et raser gratis	19
Les pseudo-réfutations du CCI.....	21
♦ » Leur “vision du communisme” ne dépasse en aucune façon l'étroit horizon bourgeois ».....	22
♦ Ignorance des anarchistes, ou ignorance du CCI ?.....	25
♦ La période de transition.....	26
♦ Autogestion, coopératives ouvrières de production, etc.....	30
♦ Les anarchistes contre le « socialisme d'entreprise ».....	34
♦ « Le caractère historique et transitoire de la loi de la valeur » .	35
Concernant la dictature du prolétariat	38
Le « fruit intégral de son travail »	42
Encore sur les « fruits intégraux ».....	47
Marx et les coopératives.....	50
Le mythe des conseils ouvriers	52
Conclusion	56

« Le concept de socialisation des bolcheviks n'est par conséquent rien d'autre qu'une économie capitaliste prise en charge par l'État et dirigée de l'extérieur et d'en haut par sa bureaucratie. Le socialisme bolchevique est un capitalisme organisé par l'État. » (...)

« L'établissement de l'État soviétique a été l'établissement de la domination du parti du machiavélisme bolchevik. La base sociologique de ce pouvoir étatique, qui s'est rendu indépendant des classes qui l'ont soutenu et qui a créé ce nouvel élément social qu'est la bureaucratie bolchevique, se composait du prolétariat et de la paysannerie russes. Le prolétariat, enchaîné par les syndicats (adhésion obligatoire) et par le terrorisme de la Tcheka, représentait la base de l'économie nationale bolchevique, sous le contrôle de la bureaucratie. »

etc.